

COMPTE RENDU

GESTION DES DÉCHETS D'ENTREPRISE

7 Décembre 2022



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement



« Gestion des déchets d'entreprise »

07 décembre 2022, Aix-en-Provence

Présents :

Collège des associations	Grégoire	Atichian	FNE PACA
	Françoise	Colard	Union Régionale UFC Que Choisir PACA
	Marc	Guérin	Fare Sud
	Jacques	Guiraud	Union Régionale UFC Que Choisir PACA
	Jean-Michel	Roget	FNE PACA
Collège des collectivités	Georges	Auriac	Commune de Trans-en-Provence
	Marc	Batbedat	Commune de Saint-Chamas
	Jean-Claude	Cadiou	Commune de Saint-Chamas
	Arthur	De Cazenove	Région Sud
	Sophie	Formica	Commune de Trans-en-Provence
	Laurence	Genard	Département Bouches du Rhône
	Justine	Riviere	Métropole Aix Marseille Provence
	Laurent	Rovelotti	Commune de Saint-Chamas
	Vincent	Sename	Métropole Aix Marseille Provence
	Christian	Venchi	Département 13
Collège de l'État	Yann	Arene	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires - DIRMED
	Amélie	Bro	UD13
	Stéphane	Florence	CARSAT-SE
	Gilles	Flores	DDTM 13
	Laurent	Fina	CARSAT-SE
	Alexandre	Lion	DREAL PACA
	Stéphanie	Nicol	DREAL PACA
	Antoine	Pinasseau	Ministère de la Justice
	Guillaume	Xavier	DREAL
Collège des industriels & bureaux d'études	Sylvie	Barthez	VEOLIA
	Justine	Gourdeau	Ispira
	Matthieu	Buffet	IEWT Consulting
	Jean-François	Cousin	VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
	Thierry	Deyres	Eurenco
	Hélène	Gaspar	Eurenco

	Tamara	Malardé	Seayard
	Jean-Baptiste	Roques	Carrières et Bronzo
	Éric	Sanna	Géostock
Collège des salariés	Nicolas	Quer	CGT Ineos Petroineos
Hôpitaux	Sébastien	Arrighi	Hôpitaux de Provence
	Stéphanie	Grammatico	Hôpitaux de Provence

Rédaction : SPPPI PACA

Validation : par les intervenants avant le 19 avril par les participants avant le 30 avril.

Présentations en lignes : Disponible sur le site internet du SPPPI PACA : [Accueil > Axes de travail > Déchets](#)

Ordre du jour :

Que devrait être une gestion rigoureuse des déchets ?

Cadre réglementaire : du producteur à l'élimination/valorisation

- **Quelles sont les obligations ? Sous l'angle des déchets**
Arthur de Cazenove, Responsable de l'Unité Etudes et Projets, Service Économie Circulaire et Déchets, Direction de la Biodiversité et de la Mer, Région Sud
- **Quelle est l'action de l'inspection des installations classées en matière de déchets ?**
Alexandre Lion, Responsable de l'unité ICPE, DREAL PACA

Quelles sont les dérives ?

Vincent Séname, Directeur de la stratégie environnementale, Métropole Aix-Marseille Provence

- **Qualité de l'air : suivi de l'incendie de Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône)**

Comment les signaler ?

Sentinelles de l'environnement : un moyen pour tout un chacun de signaler

Jean-Michel Roget, Responsable Sentinelles de la nature, France Nature Environnement

Glossaire

AGEC : Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (Loi AGEC)

ARS : Agence Régionale de Santé

D3E : Déchet d'équipement électrique et électronique

DASRI : Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux

DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

DGS : Directeur Général des Services

DRFIP : Direction Régionale des Finances Publiques

GEMAPI : Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

ICPE : installations classées pour la protection de l'environnement

IED : Direction relative aux émissions industrielles

IIC : Inspection des Installations Classées

OCLAESP : Office Central de Lutte contre les Atteintes à l'Environnement et à la Santé Publique

PV : Procès-Verbal

Introduction

Gwénaëlle Hourdin, Déléguée générale, SPPPI PACA

Le SPPPI PACA a une histoire un peu particulière parce qu'il est le premier SPPPI de France, c'est-à-dire la première instance de concertation sur l'environnement, le risque et l'industrie. Et une quinzaine de SPPPI existent maintenant en France, tous rattachés à un bassin industriel.

Le SPPPI PACA est un peu particulier dans la mesure où il est devenu associatif, c'est-à-dire qu'il dispose d'une gouvernance partagée à cinq : État, collectivités, industriels, représentants des salariés et associations. C'est pour ça qu'aujourd'hui, vous avez devant vous justement ces cinq collèges. C'est tout l'intérêt du SPPPI : valoriser les échanges entre les différents acteurs de la société civile, qu'ils soient État, collectivités, industriels, représentants des salariés et associations. Notre cœur de métier est d'organiser des séminaires-débats, comme on fait aujourd'hui, sur des sujets en lien avec l'environnement, le risque ou l'industrie.

Le séminaire des déchets, celui qui nous rassemble aujourd'hui, est dédié à un sujet très vaste : les déchets. Et il y a tout juste un an, il y avait une situation assez critique dont on a tous entendu parler. L'objectif des acteurs et des membres du comité de pilotage de ce séminaire, c'est de revenir aux fondamentaux : qu'est-ce que doit être une gestion correcte des déchets, et aussi expliquer avec maintenant un petit peu plus de recul comment s'est passée cette gestion de la crise de Saint-Chamas l'hiver dernier, et les façons dont peuvent intervenir les citoyens dans cette gestion des déchets.

Pour l'ordre du jour, tout d'abord deux interventions vont s'enchaîner, dédiées à la réglementation et aux fondamentaux : ce que devrait être une gestion correcte des déchets. Ensuite, un grand temps nous permettra d'échanger suivi d'une pause. Enfin, deux interventions suivront : une sur la crise à Saint-Chamas et la dernière une de FNE sur le rôle des sentinelles de la nature.

Cadre réglementaire : du producteur à l'élimination/valorisation

Quelles sont les obligations ? Sous l'angle des déchets

Arthur De Cazenove, Responsable Unité Études et Projets, service économie circulaire et déchets – Région Sud

Éléments de contexte

Après avoir été pilotées par les services de l'état puis par les conseils départementaux, les planifications Déchets et Economie Circulaire sont pilotées par les Régions depuis 2015 pour tous les déchets produits sauf les déchets radioactifs et les déchets militaires. Les Régions avec les acteurs régionaux, réunis dans une commission Adhoc, élaborent une planification sur 6 et 12 ans intégrant un état des lieux, des perspectives de production de déchets, des objectifs et des schémas de gestion et les besoins en installation par bassin de vie.

Selon les régions, cette planification a été intégrée au SRADDET. La loi AGECL qui date du 10 février 2020 a conféré une nouvelle compétence aux Régions, elles deviennent cheffes de file en matière d'économie circulaire, c'est-à-dire d'animer tout ce volet très important.

Quand nous parlons de déchet, effectivement c'est très vaste. Ce que nous retenons, c'est aussi qu'il y a plusieurs producteurs. En termes d'indication c'est important, c'est qu'il y a les ménages, ce que nous allons appeler les « déchets ménagers ». Les déchets ménagers, c'est compliqué, mais c'est aussi simple puisque ce sont 62 collectivités et syndicats qui sont

compétents pour les 5 millions d'habitants. En termes d'interlocuteurs, ça peut paraître simple. Alors que les « déchets d'activités économiques », qui est notre sujet aujourd'hui, c'est beaucoup plus compliqué puisque ce sont plus de 600 000 établissements en région, 2 millions de salariés.

Les plans pour l'ensemble, avec trois typologies de déchets – je vous ai montré les producteurs et maintenant, nous voyons ce qu'ils produisent. Nous avons ce qu'on appelle les « déchets non dangereux » avec les déchets inertes, nous allons être vraiment sur la brique, les déchets de construction. Ce que nous appelons « inerte » va être le sol sur lequel vous êtes. Cependant, le Placoplatre, nous ne sommes plus dans l'inerte. C'est-à-dire que là, nous sommes dans le déchet « non inerte », type plâtre. Tout ce que nous produisons en tant qu'habitants et ménages, à 90 %, ce sont des déchets non inertes, ce que nous mettons dans nos poubelles. Ensuite, vous avez le volet « déchets dangereux », très spécifiques, produits aussi bien par des ménages que des entreprises.

En termes de grands chiffres, ce qu'il faut retenir c'est qu'à l'échelle de la Région, c'est 22 millions de tonnes de déchets produits en région et 800 unités de gestion sur le territoire. C'est assez considérable, c'est un maillage important. Comme vous le voyez, ce sont quand même les déchets inertes qui ont la palme, c'est 16 millions de tonnes. 5,6 millions de tonnes de déchets non dangereux non inertes et 700 000 tonnes de déchets dangereux. Voilà pour la photographie de l'année 2020.

Comme je dis souvent, sur les déchets, il n'y a pas de compteurs comme pour l'énergie ou l'eau, aussi la quantification des très nombreux flux s'appuient sur autant de pesées... Il y a toujours à peu près un à deux ans de décalage pour avoir l'ensemble des données pour l'ensemble des flux. Les flux de déchets, quand vous rentrez dans un supermarché, il faut imaginer qu'il y a un quart qui sera du déchet. Donc en termes de comptage et de reporting, c'est assez compliqué.

Les objectifs en matière de prévention et de gestion des déchets des activités économiques

Il y a une définition très simple des déchets d'activités économiques en France, c'est : « tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage », donc forcément les administrations, les entreprises, établissements, à prendre au sens large.

Un contexte régional assez particulier par rapport à d'autres régions. Outre ce que vous avez sûrement souvent dû entendre dire, que notre région n'est pas la meilleure sur ce sujet, c'est souvent parce qu'on précise qu'il y a une production de déchets par habitant qui est très supérieure à la moyenne France et très supérieure à beaucoup de régions en France, c'est autour de 700 kilos par habitant. On a reporté souvent la cause sur le tourisme. Certes, il faut imaginer que le tourisme en région représente 10 % d'équivalent habitant à l'année, mais qu'il y a d'autres régions en France qui sont assez domestiques, la Bretagne ou l'Occitanie et qui n'arrivent pas forcément à ces taux de production.

Des échanges assez poussés avec les collectivités ont permis d'identifier qu'il y avait un taux de déchets d'activités économiques très important qui était collecté par les services publics. En France, la moyenne c'est 20 %, on serait plutôt autour de 40 %. Certaines déchetteries publiques reçoivent plus de 50 % de déchets d'activités économiques parce qu'elles sont ouvertes pour ça, mais ce qui oblige les collectivités à adapter leurs services de temps en temps. Elles le font de moins en moins, elles invitent de plus en plus les établissements à se débrouiller par eux-mêmes, mais c'est une transition qui est en cours et qui est typiquement un vrai changement, notamment dans notre région où ces collectivités vont acquitter de plus en plus les établissements à trouver des solutions.

51 % de taux de valorisation des déchets d'activités économiques, pour un objectif de 65 % en 2025. On est bientôt en 2023, ça progresse bien, mais c'est encore un peu lent. 65 %, c'est l'objectif et de la loi TECV de 2015, mais aussi rappelé dans la loi AGEV en 2020. Vous le voyez

bien, c'est un changement complet puisque ça veut dire qu'on avait plus de déchets qui partaient soit en incinération ou en stockage que de déchets valorisés. La loi invite à changer complètement. Ça va être complètement inversé.

Quand je vous ai montré les chiffres, il faut imaginer que les 22 millions de tonnes, c'est autant de transport, de la logistique. Pour ceux qui sont vigilants, vous verrez que sur l'autoroute, il y a beaucoup de marchandises qui sont transportées, mais aussi beaucoup de déchets. Ça fait partie de ces flux.

Ensuite, ce que nous observons, c'est plutôt un point assez positif, c'est qu'il y avait à peu près une quinzaine de déchetteries professionnelles en 2015-2017 et qu'aujourd'hui, on est à plus de 60. Les recensements sont en cours et ça augmente assez fréquemment, on serait même plutôt près de 70 aujourd'hui. Ce sont des équipements très importants pour le sujet qui nous intéresse aujourd'hui.

Enfin, à noter – ça, c'est plutôt un problème de reporting qui n'est pas évident – que nous avons à peu près 700 000 tonnes de déchets d'activités économiques par an que nous avons du mal à tracer. Il y a plein de raisons. Il y a la raison que ça ne suit pas une filière légale, ce qui est un vrai souci. Il peut aussi y avoir la raison d'une réutilisation sur site, on l'estime, donc il peut y avoir aussi du réemploi. Et malheureusement dans les filières qui ne sont pas légales, il y a aussi les dépôts illégaux, les dépôts sauvages.

Pour rappeler puisque je l'ai évoqué, c'est vrai que les services publics d'enlèvement des déchets ont vocation de collecter les déchets des ménages essentiellement. Ils ont la possibilité, avec un élément de collecte, de prendre les déchets des établissements, mais c'est quand même sous condition, c'est de ne pas proposer des services particuliers. C'est-à-dire que l'on considère que les déchets des activités économiques qui sont produits par l'établissement sont très proches des déchets des ménages, donc ça marche. Je vous prends un exemple : un bar, un restaurant, on peut considérer qu'il a des déchets qui peuvent ressembler à des déchets des ménages, donc il y a des colonnes de vert qui fonctionnent pour lui, il y a des colonnes d'emballage qui peuvent fonctionner pour lui. Et c'est à ce moment-là qu'on peut prendre ces déchets.

Le schéma est un peu compliqué si vous avez des questions sur le sujet. Puisqu'après, nous posons la question du financement du service public, puisque d'une partie par les ménages, et comment on fait financer par les établissements publics ou privés le service qui est rendu.

Les objectifs de la planification sur ce sujet précisément, celui qui nous occupe ce matin, il y en a un très particulier qui est unique en France puisque vous avez vu le contexte. C'est le premier objectif, c'est diviser par deux la quantité de déchets d'activités économiques collectée en mélange avec les déchets des ménages. Alors, pourquoi ? Comme la collectivité n'a pas un service dédié aux établissements privés ou publics, elle a un service dédié aux ménages. Résultat : les déchets des établissements ne sont pas triés aussi bien qu'ils pourraient l'être autrement.

L'enjeu de cet objectif, c'est d'amener les collectivités à se poser de vraies questions : « est-ce que je rends vraiment service à l'établissement privé ou public en le collectant et est-ce que je lui permets d'atteindre un objectif de valorisation intéressant ? ». Donc selon les territoires puisque la région est très vaste, il y a des territoires ruraux ou peu peuplés où on peut imaginer que – je pense aux collectivités dans les Alpes – il n'y a pas d'infrastructure qui permettrait à un opérateur privé de prendre en charge les déchets des activités économiques. Nous sommes souvent sur des collectivités qui essaient de voir comment elles peuvent aider les entreprises. C'est moins le cas dans les zones urbaines qu'on connaît.

Ensuite, il y a un autre point, c'est la généralisation de la redevance spéciale. C'est le fait que la collectivité prenne en charge les déchets des activités économiques moyennant finance, avec un coût qui permet d'ajuster au mieux le service. C'est ce qui est demandé, nous observons de nombreuses collectivités qui sont en train de le mettre en place assez

efficacement. Ça va bien au-delà du simple volet financier puisque l'idée de mettre en place une redevance spéciale, ça veut dire que vous imposez des conditions aux établissements en leur disant : « je suis prêt à prendre tant de bacs, vous trieux ». La collectivité peut imposer à ce moment-là des conditions, ce qui fait qu'on va vers un cercle plus vertueux et qui peut même poser la question à l'établissement de se dire : « finalement, je vais trouver d'autres solutions » parce que ça marche encore mieux.

Ensuite, il y a un objectif qui concerne aussi bien les ménages que les activités économiques, qui est de valoriser 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025, donc assez ambitieux. Comme nous l'avons vu, il y a encore beaucoup d'efforts à faire, mais il y a une vraie progression, nous sommes à peu près à 9 % d'augmentation en cinq ans de ce taux de valorisation.

Et enfin, un objectif que j'aurais dû mettre dans l'autre sens puisque c'est l'objectif premier, c'est de réduire de 10 % la production de déchets non dangereux, que ce soient les ménages ou les activités économiques. À noter que dans la qualification régionale, la nôtre, c'est un objectif très ambitieux puisqu'il a été établi en mars en quantité, faisant fi d'une augmentation du chiffre d'affaires et donc de l'économie, et faisant fi d'une augmentation démographique. Ce qui n'est pas forcément le cas de toutes les régions et ce qui n'était pas forcément évoqué dans la loi TECV ou la loi AGECE aujourd'hui, qui vise plutôt une réduction en kilo par habitant. Là, l'objectif est assez supérieur, un vrai enjeu sur le réemploi, surtout l'évitement.

Rappel du cadre réglementaire pour les producteurs de déchets

Il y a plein d'articles de loi, je vais vous en citer quelques-uns. Je pense que le premier qui est quand même très bon à rappeler, c'est que la Directive déchets 2008 qui a été modifiée en 2018 introduit un principe de hiérarchie des traitements. Je pense que c'est un sujet important puisqu'il faut absolument regarder, à partir du moment où on produit un déchet, à respecter ce principe. C'est la règle numéro une. Préparation au vu de la réutilisation, première chose que nous pouvons faire avec. Recyclage, et si nous ne pouvons pas, si vraiment rien ne permet ça, toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique. Et en derniers recours, l'élimination. C'est comme ça qu'il faut l'entendre.

Ensuite, il y a un principe de gestion de proximité et j'ajoute une logique d'autonomie de gestion des territoires – ça, c'est plutôt sur la planification qui a été ajoutée – qui est un principe simple à évoquer puisque ça paraît logique. Mais il y a tellement de flux de déchets que ce n'est pas forcément facile. Je vous prends un exemple, les fusées de détresse en France qui sont issues de la plaisance, il n'y a qu'un endroit où elles sont traitées en France, c'est à Fos, Solamat par exemple. Et qu'il est difficile de monter des projets dimensionnés pour permettre cette logique de proximité pour tous les déchets. Ce n'est pas toujours évident. Il y en a, c'est possible, je pense aux biodéchets. Installer des centres de compostage, on peut le faire avec des logiques de proximité. Il y en a, c'est plus compliqué. C'est un point important, mais ça doit être proportionné au type de déchets qu'on travaille.

Le principe de base qui est assez ancien et dans la loi française, et à l'échelle urbaine, c'est la responsabilité, « *tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou la valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers* ». Et je dirais que c'est le point principal à retenir, c'est l'enjeu numéro un. Les ménages, quand ça passe par le service public, c'est un cas à part, c'est la collectivité qui va assurer cette responsabilité pour nous en tant qu'habitant. Cependant, l'établissement privé ou public va être responsable de ces déchets jusqu'à la fin, même si c'est passé par un tiers. C'est ça qu'il faut sans doute rappeler et continuer à rappeler puisqu'on voit qu'il y a beaucoup d'affaires où est recherché le producteur initial qui était sans doute de bonne foi en espérant que le tiers était lui-même de bonne foi. Mais il faut s'assurer que le flux de déchet est arrivé au bon endroit.

Les nouvelles obligations introduites par la loi AGECE

J'ai trouvé que c'était important de les citer parce qu'elles changent aussi la donne. Il était évoqué il y a déjà deux-trois ans ce que nous appelons le tri à la source, le tri cinq flux. C'est l'obligation pour les activités économiques, établissement privé ou public, de trier cinq flux. C'était l'obligation depuis 2016 : verre, plastique, métal, bois, papier-carton. Même dans les bureaux de la région, on n'a pas tous les flux parce qu'on ne connaît pas tous les flux, mais on essaie de trier cela.

Ont été ajoutés avec la loi AGECL le textile, ce que nous appelons les fractions minérales, là nous sommes vraiment en déchets inertes, le plâtre et les biodéchets. Le biodéchet, je l'ai mis de côté, mais je le rentre dans ces flux-là. Là aussi, il y a une obligation de tri à la source des biodéchets qui deviendra obligatoire à partir de fin 2023 pour tout le monde, que ce soient des ménages ou des activités économiques. Il y a un calendrier : les textiles c'est 2025, et fractions minérales et plâtre 2025. Les cinq sinon, c'est tout de suite maintenant.

Après, les collectivités, c'est comment elles arrivent à ce que l'établissement privé qui passe par elles trie bien ces cinq flux avant de verser ces déchets dits résiduels. Pour aider à ce tri à la source des déchets et de certains déchets qu'on vient de voir, il y a de nombreuses filières dites à responsabilité élargie du producteur. Évidemment, les déchets qui sont produits c'étaient des biens, initialement. Et c'est un peu le nerf de la guerre, c'est de savoir si les producteurs de ces biens pensent à la fin de vie du bien. Et là, c'est un ressort qu'utilise beaucoup la France particulièrement et qui maintenant va être développé dans les autres pays européens, qui est ces filières.

La loi AGECL les liste, il y en a 22 qui couvrent beaucoup plus que 22 biens puisqu'on va avoir :

- Les emballages ménagers, et il va y avoir très prochainement :
- Les emballages pour les déchets d'activités économiques,
- Le papier, tout le monde connaît,
- Les produits et matériaux du bâtiment, c'est la nouveauté de l'année prochaine avec des éco-organismes, des structures
- Les équipements électroniques et électriques,
- Les conteneurs et contenants de produits chimiques,
- Les dispositifs médicaux,
- Les produits textiles,
- Les jouets,
- Les articles de sports et de loisirs,
- Les articles de bricolage et de jardin,
- Tout ce qui concerne les véhicules hors d'usage au sens très large,
- Les pneumatiques,
- Les huiles minérales,
- Les navires de présence,
- Les produits du tabac équipés de filtres,
- Les gommes à mâcher,
- Les textiles sanitaires,
- Les engins de pêche.

C'est assez étendu. Pratiquement, ça veut dire que des éco-organismes se forment, prélèvent une écocontribution sur ces produits-là. Cette écocontribution doit servir à collecter et traiter les déchets issus de ces produits. Cela veut dire qu'ils vont, pour des déchets d'activités économiques, financer par exemple une déchetterie professionnelle pour récupérer ou financer le traitement des déchets par exemple de bois, de bâtiment. Que pour les emballages ménagers par exemple, cela consiste aujourd'hui que l'éco-organisme finance les collectivités pour les aider à avoir le bon équipement et à trier dans des centres de tri adéquats. C'est cela le principe, c'est que cette écocontribution sert à soulager la prise en charge. Après, elle ne va pas revenir aux établissements privés et publics directement. En revanche, cela veut dire que s'ils amènent des produits couverts par un éco-organisme en déchetterie, cela ne leur coûte pas. Avec un calendrier de mise en œuvre qui s'étale au moins jusqu'en 2025.

Des ressources mises à disposition par la Région

Quelles ressources mises à disposition de la Région par rapport à tous ces enjeux ? Déjà, il y a l'Observatoire régional des déchets, je vous invite à aller voir sa page Internet où vous trouverez les cartes que je vous affiche, qui permettent notamment la localisation des installations de traitement de déchets non dangereux ou les déchetteries réservées aux professionnels. Sachant que là, s'affichent celles qui sont réservées aux professionnels et qu'il peut y avoir aussi des déchetteries publiques ouvertes aux professionnels. Vous avez également une carte là-dessus. Vous voyez que c'est un maillage assez conséquent, sachant que là on n'a pas tout mis puisque là, par exemple sur la carte de gauche, vous n'avez pas les installations qui traitent des déchets du BTP qui sont très nombreux également. Mais vous pouvez tout retrouver sur le site de l'Observatoire.

Nous avons en plus récemment mis à jour dans les annexes, vous avez la liste de tous ces sites. Les déchetteries, nous ne les avons pas mises, mais vous avez les 500 autres sites où vous retrouverez le département, le nom et la commune par type : déchetteries professionnelles, centres de tri, centres de stockage, incinérateurs, centres de compostage. Nous avons refait l'annexe pour que ce soit plus simple pour chacun, pour bien identifier quelles sont les possibilités.

Ensuite, nous avons fait une dizaine d'ateliers et webinaires depuis 2018 dédiés aux déchets d'activités économiques. Également, nous avons fait deux fiches qui regroupent les différents webinaires qui ont été faits, spécifiquement sur les déchets d'activités économiques, et l'autre spécifiquement sur les dépôts des déchets sauvages.

Enfin, nous avons une démarche spécifique pour accompagner la maîtrise d'ouvrage public et privé, notamment à ce que les cahiers des charges prévoient des clauses suffisantes sur le volet valorisation des déchets notamment avec un accompagnement assez important, des guides, et puis surtout à venir, un MOOC dédié à la maîtrise d'ouvrage privée et publique pour que les marchés ou prestations soient le mieux conçu possible.

Enfin, il y a des actions régionales en matière de lutte contre les dépôts, l'installation illégale, à savoir que vous retrouverez en partie dans l'atelier qui a été fait le 22 septembre dernier, qui était « comment améliorer les coopérations entre les autorités compétentes pour prévenir et empêcher les abandons de déchets et pour faire disparaître les dépôts illégaux ? ». Nous avons essayé de faire une synthèse des actions menées à l'échelle régionale, notamment par les collectivités, mais pas seulement. Et à venir aussi, avec une réunion de lancement qui a lieu la semaine prochaine, un projet dit POC spatial, c'est-à-dire que la Région soutient une entreprise pour développer l'identification de dépôts sauvages, les infrastructures illégales à partir d'imagerie spatiale.

Ça va être une expérimentation dans un contexte bien particulier. Il existe déjà des applications. La société qui a été choisie en a développé une dans le nord de la France. Nous sommes dans un contexte un peu particulier ici puisque nous avons un fort relief, ce qui, pour l'imagerie, n'est pas simple à détecter. Nous sommes sur des sols calcaires, repérer des tas de gravats sur des sols calcaires c'est très compliqué. Et nous avons une végétation rémanente, c'est-à-dire de pins, qui ne change pas en hiver et en été, ce qui aussi ne simplifie pas la chose. Donc, l'idée va être de voir si en six mois, nous pouvons améliorer leur application et si elle est valable sur nos territoires.

Action de l'inspection des installations classées (IIC) en matière de déchets

Alexandre Lion, Responsable régional de l'unité ICPE – DREAL PACA

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement – ICPE & déchets

- Les ICPE

Nous sommes une police de l'environnement, mais spécialisée sur les activités dites « installations classées ». Je vais commencer par vous parler d'ICPE, parler de déchets et nous verrons ensuite comment les deux s'articulent.

Pour mémoire, les ICPE, ce sont des installations classées pour la protection de l'environnement. C'est défini dans le Code de l'environnement. Cela veut dire qu'une activité, qu'elle soit usine, atelier dépôt, chantier, *etc.*, qui est exploitée ou détenue par une personne physique ou morale – cela veut dire que derrière cette activité il y a quelqu'un – et qui présente ou qui peut présenter des dangers et inconvénients pour plein d'intérêts, mais en particulier la santé et l'environnement, est susceptible d'être une installation classée. Et donc, d'abord, une réglementation ad hoc et une police particulière.

- **Déchets et ICPE : les types de déchets**

En parallèle, nous avons les déchets. Je reviens sommairement dessus parce que c'est important. Et ensuite, c'est que quand on parle de déchets, il y a plein de vocabulaires, nous avons même parfois du mal à s'y retrouver. C'est défini réglementairement, nous avons une codification Déchets qui est dans le Code de l'environnement qui, avec des chiffres, vous indique la nature des déchets et des producteurs. Mais ce qu'il faut retenir, c'est que nous allons avoir deux types de producteurs : déchets ménagers et déchets d'activités économiques. Et ensuite, nous avons deux grandes natures de déchets : des déchets non dangereux et des déchets dangereux.

Dans les déchets non dangereux, nous avons un peu de tout : plastique, bois, des choses qui pourraient être valorisées. Mais parmi ces déchets non dangereux, nous retrouvons aussi des déchets inertes ou des déchets verts qui doivent faire l'objet d'un traitement spécifique. Et les déchets dangereux, nous avons parlé des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), nous pouvons avoir des déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI), cela peut être très bien l'infirmière libérale qui passe chez vous, qui met ses aiguilles dans une boîte à aiguilles, mais cela peut être les déchets de l'hôpital. Puis après, nous avons tout un vocabulaire sur d'anciennes appellations : déchets industriels banaux... Il y a beaucoup de vocabulaires, mais ce que je voudrais qu'on retienne ici, c'est « déchets non dangereux », « déchets dangereux », ce sont les deux grandes typologies de déchets, avec des sous-typologies : inertes et déchets verts.

Pourquoi je parlais de l'ICPE et des déchets ? C'est parce que toutes les activités en lien avec les déchets ont vocation globalement à rentrer dans cette nomenclature ICPE et donc à faire l'objet de règles spécifiques au titre de cette réglementation, et à faire l'objet d'une police particulière.

- **ICPE : une nomenclature dédiée**

Je vous ai listé les activités qui sont visées par cette réglementation ICPE. C'est défini dans une nomenclature. Globalement, ce qu'il faut retenir, c'est que cette nomenclature est constituée de quatre grands groupes de rubriques. Nous avons ce qu'on appelle les Rubriques 1000 qui sont liées aux substances qui sont mises en œuvre dans certaines activités. Quand vous allez mettre telle ou telle substance, en fonction de la quantité que vous mettez en œuvre, vous pouvez être ICPE. En fonction de l'activité que vous conduisez dans votre entreprise, c'est là-dessus que les activités déchets par exemple vont être classées. Nous avons des rubriques liées au IED, c'est une réglementation européenne pour les activités qui génèrent des risques dans le cadre de leur fonctionnement normal. Et puis nous avons des Rubriques 4000, ce sont des activités qui relèvent d'une directive européenne SEVESO et donc qui présentent des risques en termes accidentel, en condition exceptionnelle.

Les activités déchets sont couvertes par ces rubriques. Je ne pense pas que nous ayons d'activités liées aux déchets qui ne soient pas couverts par la rubrique. Typiquement, les déchetteries sont couvertes par cette nomenclature ICPE. Nous retrouvons tous les centres de tri, de transit, de regroupement. Derrière, vous avez le code qui s'applique à la rubrique. Sur

les centres de transit, c'est en fonction du type de déchet, la rubrique ne va pas être la même. Nous avons les stations d'épuration, nous avons les installations de stockage, ce que nous appelons les décharges, mais en fait nous disons installations de stockage. Elles peuvent être soit de déchets inertes, soit de déchets non dangereux, soit de déchets dangereux. Et certaines d'entre elles, en fonction de leurs capacités, peuvent relever de la directive européenne, ce qui accrut les exigences réglementaires sur ce type d'activités parce que ce sont des activités qui sont à potentiel de nuisance plus important. Nous allons retrouver les incinérateurs qui, eux aussi, peuvent relever en parallèle de la rubrique IED ; tout ce qui est compostage, méthanisation, les installations de traitement de déchets et puis il y a une rubrique assez récente, c'est le broyage de déchets verts.

Je vous ai mis un court extrait de cette nomenclature. Là, nous sommes sur une rubrique 2760 qui concerne les installations de stockage. Ce que je voulais mettre en avant, c'est qu'en fonction du volume mis en œuvre dans l'installation, le régime d'autorisation en charge ne va pas être le même. Cela veut dire que les prescriptions techniques qui vont s'appliquer à l'installation vont dépendre du volume de l'activité dans l'installation. Le principe, c'est que c'est une démarche proportionnée. Nous allons renforcer des prescriptions, elles vont être d'autant plus exigeantes que les risques générés par l'installation sont importants. Le processus d'autorisation qui va permettre l'exercice de l'activité va être d'autant plus exigeant lui aussi.

- **Les ICPE : une approche proportionnée**

Cette nomenclature a à peu près trois niveaux, ce que nous appelons déclaration, enregistrement, autorisation. Là encore, c'est défini très clairement dans la nomenclature en fonction du volume de l'activité donc en fonction de la masse de matières en jeu, des surfaces qui peuvent être exploitées, d'une quantité de substance dans l'installation. Le processus réglementaire pour conduire l'activité va dépendre de cette nomenclature.

Typiquement, les installations qui sont soumises à simple déclaration, c'est une procédure très simple, c'est que l'exploitant, l'industriel va faire une déclaration sur le site Service-public. Il s'engage sur le respect des prescriptions qui s'appliquent à son activité, donc il est censé les appliquer même s'il ne déclare qu'en préfecture. Cependant, nous avons un renforcement des prescriptions et du contrôle sur les activités dites à enregistrement ou à autorisation. Le petit distinguo, c'est que l'enregistrement, ce sont des activités génériques où il n'y a pas de spécificités liées à l'activité et donc on décline un arrêté ministériel pour ce type d'installations. Alors que sur des installations qui sont soumises à autorisation du préfet, nous avons des prescriptions ministérielles qui s'appliquent, mais en plus, le préfet va prendre un acte qui est vraiment spécifique à l'installation et spécifique au contexte local d'implantation d'installation.

J'ai mis un petit liseré parce que globalement, nous, côté inspection des installations classées, notre cœur de métier c'est l'enregistrement et les autorisations. Parce que dans l'absolu, ce sont les activités qui présentent le plus de risques. Forcément, les processus d'autorisation au sens large ne sont pas les mêmes et on va retrouver dans ce pavé-là E et A, les plus grosses des installations. Mais nous avons plein de petites installations qui sont à simple déclaration. Donc matériellement, clairement, nous ne contrôlons ces installations que quand nous avons des signalements, des plaintes de riverains, un problème sur une installation qu'ils nous ont remonté, un accident, etc. Notre cœur de métier va être quand même orienté sur celle-ci.

J'ai rajouté un pavé de gauche sur la police du maire. Si je prends un exemple concret, une installation de transit de déchets où nous allons avoir du déchet d'activités économiques et nous allons faire du tri, il va y avoir des seuils. Au-dessus de 1 000 m², l'installation va être soumise à enregistrement. Si l'industriel exploite son activité sur une surface supérieure à 1 000 m², il va être soumis à un processus d'enregistrement. S'il exploite son activité sur moins de 1 000 m², il est soit la police du maire, soit déclaration en préfecture. Nous avons un seuil minimal. Et sur ce type d'activité, sur ce tri transit de déchets, c'est 100 m². Si vous êtes au-dessus de 100 m², vous êtes à déclaration. Si vous êtes en dessous, vous n'êtes pas

installation classée, donc vous ne relevez pas de la police du préfet. Dans ce cas-là, par défaut, c'est la police du maire et notamment le règlement syndical départemental qui peut s'appliquer, au-delà des contraintes qui peuvent être liées à l'urbanisme ou à d'autres réglementations. Mais tout ce qui n'est pas ICPE est la police du maire.

- **Les ICPE : zoom dépôt/décharge**

Nous parlons souvent de dépôt, de décharge en mélangeant un petit peu les deux termes, sachant que ce n'est pas forcément la même chose. En résumé pour nous, un dépôt c'est ce que nous retrouvons malheureusement trop souvent en bord de route ou au fond d'un chemin vicinal, c'est la personne qui va décharger ses déchets au bord de la route avec son camion-benne parce qu'il ne veut pas aller dans une déchetterie professionnelle parce que ça lui coûte de l'argent. Et donc, il va s'en débarrasser à bon compte. Et ça, c'est ce qu'on appelle un dépôt. Nous pouvons avoir dans ce cas-là des gens qui : « il y a déjà un dépôt. Moi, je veux me débarrasser des miens, je vais décharger au même endroit ». En général, les dépôts de déchets appellent les dépôts de déchets et ça fait effet boule de neige.

Mais dans ce cas-là, nous n'avons pas d'exploitant derrière. Il n'y a pas une personne qui dit : « je fais payer l'apport de déchets sur mon terrain pour que les gens puissent se débarrasser ». C'est vraiment ce que nous appelons du dépôt sauvage. Et là, ce n'est pas une installation classée, il n'y a pas d'exploitant derrière. C'est pour cela que j'ai apporté cette précision en introduction. Et donc là, ce n'est pas une ICPE donc ce n'est pas la police du préfet, mais c'est la police du maire qui s'applique. Il y a eu un événement tragique il n'y a pas très longtemps où le maire a tenté d'exercer sa police et ça s'est mal passé donc il est décédé. On sent que c'est quand même sensible.

A contrario, nous allons parler plutôt de décharge, d'installation de stockage quand nous sommes sur une installation classée. Dans ce cas, nous avons un exploitant, nous avons quelqu'un qui va tirer un bénéfice financier de l'abandon de déchets. Cela peut être quelqu'un qui dispose d'un terrain et qui va permettre à des gens de venir avec leur camion, de décharger sur son terrain et de les faire payer au camion. Souvent, cela implique des flux financiers. En général, c'est un indice, mais il y a des engins de chantier sur le site qui permettent de voir qu'il y a vraiment un exploitant derrière. Souvent, c'est un soutien à l'élimination vu que les gens qui font ça ont conscience qu'ils ne sont pas dans les clous, donc ils essaient de le faire discrètement. Cela peut être des déchets qui sont enterrés. Et en général, l'appât du gain fait que les volumes sont importants. Ici, nous sommes sur la police du préfet.

Dans ces deux cas, la réglementation de déchets qui est dans le Code de l'environnement s'applique. Cependant, la réglementation ICPE ne s'applique que dans le cadre de la décharge.

- **ICPE : des prescriptions à respecter**

Pourquoi je parlais de l'ICPE ? C'est que quand une installation est régulièrement autorisée et que nous avons un exploitant sérieux, cette installation applique des règles qui sont définies au niveau national. Là, nous avons un arrêté par exemple qui s'applique spécifiquement aux centres de tri. Nous avons un arrêté qui s'applique spécifiquement aux décharges, aux installations de stockage de déchets non dangereux. Nous avons un arrêté qui s'applique spécifiquement aux incinérateurs.

Et ces arrêtés permettent déjà de définir qu'un exploitant doit avoir des capacités techniques et financières. Nous ne nous improvisons pas exploitants ICPE. Théoriquement, dans le dossier qui doit permettre d'avoir l'autorisation, il doit démontrer qu'à la fois techniquement il est en mesure d'exploiter son installation et que financièrement, il a les moyens d'y subvenir. Il y a des garanties financières. C'est un petit peu différent, les garanties financières, c'est qu'un exploitant doit provisionner des fonds pour la remise en état de son installation une fois que celle-ci est fermée. Ce n'est pas systématique, les garanties financières dépendent des activités. Ces arrêtés et cette réglementation, ce qu'elle permet c'est de mettre des garde-fous en nature de déchets, en traçabilité, en séparation des flux. Et elle est là aussi pour mettre des garde-

fous en termes de prévention d'incendie. Typiquement, une installation régulièrement autorisée doit avoir des murs coupe-feu, avoir une détection incendie, avoir des moyens d'extinction sur site, avoir un système de collecte des eaux, etc.

- **Déchets : des obligations à respecter**

Il y a des garde-fous réglementaires qui sont prévus par cette réglementation. Il y a aussi des garde-fous réglementaires sur la gestion des déchets. Il faut juste insister sur deux points, c'est la responsabilité du producteur de déchets. Même si un organisme peut confier ses décharges à un tiers, il est responsable jusqu'au bout. C'est vrai par exemple pour des collectivités qui utiliseraient un prestataire pour un marché. Il faut se poser des questions si en réponse à un appel d'offres, vous avez quelqu'un qui vous propose une offre à des tarifs anormaux parce que manifestement, il y a dans la proposition quelque chose qui cloche. Et donc, on vous invite à la grande vigilance, mais c'est vrai pour les industriels également. Ensuite, la traçabilité, c'est important, c'est qu'un déchet, on doit savoir d'où il vient et où il va. Et pour ça, on a différents outils.

Quels contrôles de l'inspection des Installations Classées (IIC) ?

Quels contrôles ? En général, c'est plus ça qui intéresse que la partie réglementaire. Juste pour parler de l'inspection des installations classées, pour mémoire, on est rattaché au ministère de l'Environnement. On est inspecteur de l'environnement, mais on ne fait pas que de l'inspection, on a plein d'autres missions. C'est pour ça que parfois c'est un peu compliqué.

- **L'inspection des Installations Classées (IIC)**

Tout à l'heure, je parlais de processus d'autorisation et d'enregistrement. C'est une activité, c'est que nous allons regarder les dossiers et les dispositions techniques que proposent les exploitants. Nous allons consulter nos camarades du SDIS, de l'ARS, de la DDTM pour savoir si l'activité peut être autorisée là où l'industriel veut l'implanter. Nous allons contrôler le respect de la réglementation. Tout à l'heure, je parlais d'arrêtés ministériels qui doivent s'appliquer et des mesures techniques que les industriels doivent mettre en œuvre. Nous allons voir sur le terrain que c'est effectivement le cas. Nous participons à la gestion de crise et nous contribuons à l'information du public dans la mesure de nos moyens.

Les agents sont fonctionnaires, ils sont formés, mais surtout ils sont tous habilités et assermentés. Ça veut dire que nous avons une double casquette : nous travaillons à la fois pour le préfet donc nous avons une casquette de police administrative, mais nous travaillons aussi pour le procureur de la République et nous avons une casquette de police judiciaire. Donc, un inspecteur de l'environnement peut prendre une sanction administrative, mais peut aussi dresser un procès-verbal notamment de délit, ce qui est assez fréquent.

- **Les inspections**

Nous produisons des inspections assez régulièrement, voire très régulièrement. L'objectif, sur les sites déchets en particulier, c'est de vérifier qu'un site déchets obéit au régime juridique auquel il devrait satisfaire. Nous allons voir sur un site à déclaration s'il ne dépasse pas le seuil de 1 000 m² que j'ai évoqué tout à l'heure. Par exemple, ça va être l'objectif de l'inspection, c'est que nous allons vérifier qu'il applique bien les prescriptions réglementaires qui lui sont applicables. Normalement, avec cela, cela devrait suffire à la prévention, entre guillemets, raisonnable des catastrophes ou des accidents, c'est que nous mettons quand même un certain nombre de garde-fous.

Je ne peux pas dire qu'un site qui serait dans les clous réglementaires n'aura jamais de problème, ce n'est pas possible. Et notamment, nous savons que sur l'activité déchets, c'est une activité à forte accidentologie parce que l'exploitant n'est finalement pas maître de ce qui rentre complètement sur son installation. N'importe qui peut mettre n'importe quoi dans la poubelle.

Même si nous mettons des garde-fous en amont, des systèmes de caméras, de contrôle, *etc.*, les problèmes de batteries qui génèrent des feux spontanés, les problèmes de fusées de détresse dans les décharges qui vont générer des feux, les problèmes de bouteilles de protoxyde d'azote dans les incinérateurs, tout ça, ce sont des choses qui peuvent être mises par des particuliers dans leurs poubelles et qui, derrière, vont générer une catastrophe dans une installation. C'est pour cela que nous revenons sur cette notion de producteur responsable, vigilance. Et je pense que notamment les collectivités sont amenées à faire beaucoup de préventions sur le sujet.

Nous essayons quand même de mettre des garde-fous. Et quand il y a des problèmes, nous nous assurons que l'exploitant va remettre en conformité son site. Comme nous sommes sur des déchets, la question de traçabilité, c'est important.

Comme je le disais, nous avons deux casquettes avec deux objectifs un peu différents. La casquette administrative, notre objectif est que l'installation fonctionne dans des conditions sûres. C'est la première de nos préoccupations, et de faire cesser si ce n'est pas possible. Par contre, la casquette judiciaire, nous sommes plutôt sur un volet réprimer l'atteinte, un volet coercitif, nous sommes sur de la punition.

Vous retrouvez le logigramme, globalement c'est de dire que nous passons par une étape de mise en demeure, nous rappelons l'exploitation à ses obligations quand nous constatons qu'il ne les respecte pas. Et derrière, s'il ne respecte pas, nous allons prendre des sanctions à la fois administratives, on peut proposer au préfet des amendes ou des sanctions judiciaires. Et là, on adresse au procureur un PV. L'inspection des installations classées ne fait que des propositions au préfet et au procureur. Donc nous, on n'est pas décisionnaire, mais on est là pour leur apporter des éléments afin qu'eux décident.

Dans un monde idéal, quand nous travaillons avec des exploitants, comme nous avons l'habitude de le faire, ils sont globalement responsables et sérieux. Mais nous rentrons sur un champ qui est complètement différent. Là, nous rentrons sur un champ, je vais utiliser l'expression de banditisme ou la bande organisée, donc nous sommes sur un champ où les gens ne sont pas des exploitants ICPE. Forcément, c'est complètement différent. Notre cœur de métier, c'est quand même d'aller voir des gens qui ne respectent pas forcément les règles, voire qui sont en situation irrégulière. Nous avons un petit exploitant qui est un peu maladroit, qui ne connaît pas bien la réglementation et qui ne sait pas trop y faire. Cela, nous y arrive. En revanche, quand nous avons certains clients dont nous avons contrôlé les sites où nous avons des gens qui ont fait du trafic de drogue, du trafic d'armes, voire qui sont mis en accusation pour des homicides, ce n'est pas tout à fait les mêmes clients et ce n'est pas tout à fait la même approche.

- **Des dérives**

Ce que nous retrouvons aujourd'hui, ce sont ces sites un peu mal exploités où ils ne respectent pas les prescriptions générales que j'ai évoquées tout à l'heure. Typiquement par exemple, il faut exploiter sur des zones étanches, il faut bien trier les déchets par nature. Nous avons des gens, sous couvert de faire des aménagements, ils vont stocker des déchets inertes. Ils se font payer pour les apports de déchets puis ils vont vous dire que c'est de la valorisation. Nous pouvons utiliser des déchets pour la valorisation, mais il faut démontrer qu'il y a un réel intérêt et que le déchet a une nature adaptée à ce qu'on veut en faire. Évidemment, il y en a qui détournent la réglementation.

J'ai évoqué les trafics isolés ou en bande. Je crois que cette photo, ce n'est pas le site de Saint-Chamas, c'est un autre, mais cela vous donne un peu l'image de ce que nous retrouvons. Cela y ressemble, mais nous avons d'autres figures en la matière.

- **Lutte contre les trafics : l'opération « terres brûlées »**

Concrètement, pour illustrer le propos, une action qui s'appelle « terres brûlées » qui a été conduite par nos collègues du Var, qui a démarré en 2015. Nous parlons justement de stockage de déchets inertes qui ne vont pas dans les installations dédiées, mais qui vont sur des terrains de particuliers. Nous avons des particuliers qui sont de bonne foi, qui veulent faire un peu de remblais sur leur site et qui vont répondre à une annonce sur Leboncoin où on va leur proposer un camion de terre et puis finalement après le premier camion, il y en a 100 autres et on n'arrive plus à se défaire des gens. Nous avons des gens qui sont un peu moins victimes. Mais après, c'est à la justice de faire le tri.

Sur cette action-là, il y a eu un certain nombre d'inspections qui ont été réalisées, de mises en demeure et de PV. Cela a permis de mettre en évidence qu'il y avait un vrai trafic organisé sur le 83 et le 06. Les collègues du 83 ont fait l'information du parquet avec leur casquette pénale. Et il y a eu un travail de fond qui a été conduit avec les forces de l'ordre, en particulier en travaillant avec les brigades locales, gendarmerie et police, mais aussi avec l'OCLAEPS qui est l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique, qui est un office national avec des antennes locales et qui va saisir de grosses affaires en lien avec les problématiques environnement et santé publique, et notamment sur les déchets.

Dans ce cadre-là, il y a eu une grosse opération dans le Var et les Alpes-Maritimes en 2020, vous voyez, avec plus de 200 gendarmes mobilisés, donc c'est bien assez sérieux. Et derrière, l'affaire qui a été jugée assez récemment, il y a un an, avec des peines significatives puisqu'on a des amendes qui vont jusqu'à 1 million d'euros, une somme de 3 millions d'euros qui a été consignée et qui va servir à la remise en état au moins partielle des sites. Cependant, sur ce volet-là, la justice n'est pas allée jusqu'aux producteurs, même si on pourrait le souhaiter.

- **Lutte contre les trafics : l'opération « table rase »**

L'autre opération, c'est une opération qui est toujours en cours, c'est l'opération « table rase ». Très clairement, nous avons constaté des problématiques de déchets non dangereux qui commençaient à monter, peut-être sans prendre la pleine mesure de la problématique. Et il y a eu l'évènement de Saint-Chamas fin 2021 qui a été assez dramatique et qui a vraiment mis en exergue le problème.

Nous sommes en train de conduire une opération de recensement des sites illégaux sur la région. Aujourd'hui, nous avons 25 sites à peu près dans le collimateur, qui ne sont pas tous du même ordre. Nous avons des sites qui ressemblent très fortement à Recyclage concept 13 où nous avons du hangar rempli de déchets et puis nous avons d'autres sites qui sont peut-être un petit peu moins liés à de la bande organisée. Mais nous avons quand même 25 sites identifiés dans le cadre de cette action, qui concernent surtout le 13 et le 84, plutôt l'ouest de la région et dont certains sont en lien avec des problématiques identifiées de hangar dans la Drôme, et certaines entreprises qui exerçaient là-bas et qui avaient tendance un peu à être plantées dans les chiffres sur les départements limitrophes.

Nous lançons une action sur le sujet. Nous avons déjà réalisé une cinquantaine d'inspections sur cette année 2022 sur la thématique, nous avons pris à peu près autant d'arrêtés préfectoraux, dressé une vingtaine de PV à ce jour. Et donc, il y a eu plusieurs mises en examen ces derniers mois sur plusieurs affaires différentes, ce qui est assez encourageant. Ce qu'il faut savoir, c'est que nous menons une action d'investigation et de police en collaboration de plus en plus étroite avec les parquets locaux. Et nous nous voyons très régulièrement, c'est de l'ordre d'une fois par mois, mais nous avons des échanges très réguliers avec les parquets et les forces de l'ordre. Et donc, nous sommes vraiment en train de monter en activité sur cette problématique.

- **Les perspectives**

En termes de perspectives, sur l'année 2023, nous allons continuer cette action. Nous avons prévu des contrôles notamment sur tout ce qui est traçabilité déchets puisqu'on a deux nouveaux outils qui se mettent en place. Nous avons lancé une action de contrôle sur les

centres de tri de déchets. Nous nous intéressons aussi aux transferts de déchets vers l'étranger parce qu'il y a des mouvements vers des pays tiers et notamment l'Espagne. Et puis un intérêt sur les D3E où on va essayer d'apporter une vigilance particulière.

Pour cela, nous avons eu la chance d'avoir deux inspecteurs, deux renforts qui nous ont été octroyés pour s'occuper spécifiquement de cette mission. Nous avons deux personnes qui ne vont faire que de l'inspection. Tout à l'heure, je disais que nous avons plein de tâches, notamment d'instruction. Eux n'en feront pas et donc ils sont tous les deux dédiés à cette mission régionale.

Temps d'échanges

Intervention (Jean-Claude Cadiou, Mairie de Saint-Chamas)

Je voulais simplement faire une remarque et dire que si tout ce que vous nous avez dit, qui est très bien, avait été respecté dans le cadre de Saint-Chamas, on n'aurait pas eu ce problème et cet incendie très important. Entre autres, les contrôles et autres, sur le terrain, je ne pense pas qu'il y ait eu des contrôles qui étaient faits. Monsieur le Maire avait saisi la préfecture au mois d'avril, et au mois de décembre l'incendie s'est déclaré puisque l'exploitant devait libérer les lieux entre le 15 et le 31 décembre. Ce qui était complètement impossible compte tenu du volume de déchets qu'il y avait. En réunion, on s'était dit : « soit il met la clé sous la porte et il s'en va, soit il met le feu ». Et malheureusement, il a mis le feu.

Réponse (Alexandre Lion, DREAL PACA)

Effectivement, là on était sur une installation qui était en situation irrégulière, je crois qu'ils avaient quand même fait une déclaration. C'est ce que je disais, nous aujourd'hui, techniquement on n'a pas les moyens d'aller voir tous les sites à déclaration. Globalement, je parlais de A et de E, il y a environ 1 500 installations A et E sur toute la région et il y a environ 60 inspecteurs de terrain. C'est vrai que matériellement, déjà avec les installations A et E, ils ont fort à faire. C'est vrai que derrière, sur les D, on y va quand on a des signalements. Il y a eu un signalement en avril, je ne sais pas à qui. Cela étant, on est allés faire l'inspection sur site en septembre. Et effectivement, derrière, il y a un processus de mise en demeure.

Ce que je soulignais tout à l'heure, c'est que là on est sur des exploitants qui ne sont pas ce qu'on connaît habituellement. Nous avons des processus réglementaires qui sont longs, mais qui sont réglementaires parce que c'est créé comme ça par la réglementation. Et moi, je ne fais pas la réglementation, je me contente d'essayer de l'appliquer. C'est-à-dire que quand on constate une non-conformité, on fait un rapport. Ensuite, on met en demeure, on lui donne la possibilité de se remettre dans les clous. Mais à chaque fois, il y a une phase de contradictoire. On lui envoie le projet pour qu'il puisse faire ses remarques. Quand on est avec des exploitants classiques, industriels, c'est quelque chose qui fonctionne bien et qui en général nous permet de revenir à peu près dans les clous. Quand on est avec des margoulins – pardonnez-moi l'expression – ça ne marche pas.

On voit bien qu'on n'est pas correctement armés pour gérer ce genre de situations, même si l'on se professionnalise, des échanges avec la police et la justice nous permettent d'être plus réactifs. Derrière, on a justement fait des remontées au niveau ministériel pour qu'il y ait des évolutions réglementaires et pour nous permettre d'avoir des outils un peu plus adaptés à ce type de situations qui sont quand même assez exceptionnelles.

Complément (Antoine Pinasseau, ministère de la Justice)

Pour compléter ce que disait Alexandre, au niveau de la Région, il y a le Pôle régional environnement qui a été créé en 2020 qui donne une compétence particulière au Tribunal judiciaire de Marseille pour des affaires un peu compliquées qui seraient du ressort de Draguignan ou d'Aix par exemple, qui reviennent à Marseille. Je suis un ancien inspecteur des installations classées et j'ai été embauché à ce tribunal pour assister les magistrats dans la compréhension de cette réglementation qui est un peu technique. Effectivement, on travaille maintenant de façon très étroite avec la DREAL pour permettre d'apporter des réponses

judiciaires à ces manquements, à ces infractions, qui commencent à donner quelques résultats intéressants. Alexandre a cité des mises en examen, des incarcérations, des peines d'amende. On a même des cas où on est allés rechercher des producteurs, des promoteurs immobiliers malhonnêtes ou inconséquents qui ont été mis en cause et sanctionnés judiciairement par rapport au non-suivi de leurs déchets.

Pour dire que ce sujet environnement, dont les déchets, mais environnement au sens large, c'est un sujet qui prend de l'importance au niveau judiciaire et sur lequel les parquets sont très attentifs. Il peut être possible de faire des signalements directement au procureur. Ça peut être fait à la DREAL et ça peut être fait directement également au procureur, des dépôts de plainte par exemple, ce qui permet de lancer une information, une instruction judiciaire pour sanctionner ensuite les concernés.

Intervention (Marc Batbedat, Mairie de Saint-Chamas)

Juste pour revenir par rapport au cas qui nous concerne, vous aviez expliqué que vous avez mené des actions dans le 83 et le 06 justement par rapport à ces centres de tri sauvages et non contrôlés. Je pense que c'est pour ça qu'on est un peu surpris de l'inertie et du temps de réactivité concernant le centre de Saint-Chamas parce que c'était quand même quelque chose de relativement important. On parle pour notre paroisse parce qu'on est concerné par ce qui s'est passé et tous les administrés de Saint-Chamas ne comprennent pas ce qui s'est passé et ne comprennent pas surtout qu'on en est toujours au même point. Notre problématique, ce n'est pas que les gens soient punis. On a 15 000 tonnes de déchets encore sur le site. On a un site protégé à proximité, de l'autre côté de la route, le centre de tri est en train de se déplacer vers une zone protégée naturelle. Ça fait un an, rien ne se fait. On est un peu laissés à l'abandon, il y en a pour 2,5-3 millions d'euros pour évacuer tout ça et régler ce problème, et on est un peu découragés.

Réponse (Alexandre Lion, DREAL PACA)

Nous, on fait ce qu'on peut avec les moyens qu'on a actuellement. Je ne vous oublie pas, je peux vous assurer que ça nous occupe assez largement encore sur l'évacuatif du site. Après, on parlait d'actions dans le 83 et le 06, c'étaient vraiment sur les déchets inertes, sur tout ce qui est les déchets non dangereux. On est bien sûr toute la région, dont le 13.

Intervention (Jean-Michel Roget, FNE PACA)

Vous avez parlé de 25 sites pour lesquels une opération régionale de la DREAL PACA est en cours. Personnellement, j'aimerais bien avoir cette liste parce qu'il m'arrive d'avoir des signalements pour certaines décharges sauvages de grande importance. Et peut-être qu'ils font partie de cette liste, et ce serait important pour moi d'avoir l'information pour savoir si quelque chose est déjà en cours.

Réponse (Alexandre Lion, DREAL PACA)

Peut-être que sur ce sujet-là, j'aurais pris le problème à l'envers, c'est aller sur des sites pour lesquels on a des informations. Alors de manière plus ou moins relative, mais je pense qu'on est beaucoup plus réactifs maintenant parce qu'on a deux inspecteurs dédiés sur la chose. Donc, dès qu'on a les informations maintenant, on peut se permettre d'aller rapidement sur place et se déplacer. Et c'est vrai que vu que ce sont des installations qu'on ne connaît pas, on est forcément dans l'attente de signalement et d'information des élus locaux, des associations pour nous dire : « attention, on a eu quelque chose, c'est assez louche, ça pose problème ». Là, on a deux inspecteurs qui sont dédiés à ça et qui peuvent aller voir.

Après, j'ai insisté sur ce distinguo dépôt/décharge, on ne va pas aller sur tous les dépôts à chaque coin de rue. Après, si on a les moyens, il faut qu'on délimite aux sujets d'intérêt. Donc, avoir des remontées de FNE ou des choses qui présentent un intérêt pour nous pour après assurer les inspections et la remise en état, on n'en est pas là. Je connais le site, je suis allé sur le site et c'est vrai qu'il y a beaucoup de témoignages, mais qui relèvent plus du dépôt que de la décharge. Après, si FNE a des informations sur tel ou tel site, vous pouvez nous les adresser, on peut échanger et on l'a déjà fait par le passé. Après, je ne dis pas qu'on règlera tous les problèmes parce qu'encore une fois, je pense que les inspecteurs sont très mobilisés,

mais on fait avec nos moyens qui commencent à être adaptés et qui produisent quand même déjà.

Intervention (Marc Guérin, Fare Sud)

Votre exposé, qui est tout à fait intéressant, me laisse quand même un peu rêveur parce que je sens, encore une fois, qu'on est très laxiste en ce qui concerne l'exécution des décisions, soit celles de la DREAL, soit celles de la justice. Pourquoi je dis ça ? C'est que sur notre commune, à Pont-de-Ruan, un artisan a fait un dépôt sauvage de matériaux au départ inertes, tôles, semi-inertes... Le Maire a fait un procès qu'il a gagné, ça fait huit ans. Derrière, le tribunal met une belle phrase, le préfet et tout le monde est chargé de mettre en application. Sauf que ce procès n'a pas été communiqué, assigné au propriétaire, à cet artisan, qui a donc continué à mettre des déchets, à venir mettre tout ce qu'il prenait dans ses chantiers. Et huit ans après, parce que j'ai protesté, parce que ce n'était pas normal, la commune m'a dit qu'elle était repartie en procès. Il y a quand même un échelon qui manque, c'est celui de l'application. Quand vous me dites : « à Saint-Chamas, il reste encore des milliers de tonnes et ça coûte très cher », comment peut-on arriver à faire exécuter une décision de justice qui met en péril les fonds de la commune ou qui s'adresse à un entrepreneur qui est aujourd'hui insolvable comme à Pont-de-Ruan ? Donc là, il y a un problème, c'est l'exécution et le rétablissement des situations.

Réponse (Alexandre Lion, DREAL PACA)

Je ne parlerai pas d'exécution des peines parce que ce n'est pas mon domaine, nous, on va proposer des sanctions. Après, il y a une problématique sur la mise en œuvre. Typiquement dans les actions administratives que prend le préfet, on a pris des actes de consignation. On demande de remettre en état et on demande à la DRFIP, la Direction régionale des finances publiques, de consigner les sommes. Ils ont le moyen d'aller consigner des sommes, mais encore une fois ça marche avec des exploitants qu'on connaît. Quand on est un gros exploitant de l'étang de Berre, c'est peut-être un peu plus facile d'aller consigner des sommes parce qu'il y a des moyens derrière. Quand on a une entreprise que vous connaissez, les consignations, on les a faites.

Donc après, derrière se pose la question de qui paie pour la remise en état. Le problème est là. Nous, on travaille sur la remise en état, on est en train d'étudier des pistes, on essaie de capter des fonds. Vous avez dit les montants, 3 millions d'euros pour Saint-Chamas. Dans le cadre de l'affaire du Var, on a réussi à capter des fonds, on en a peut-être capté 30 000, mais ça ne suffira pas pour remettre le site en état. La question, c'est : qui paie ? Derrière, ça va être la puissance publique, les communes, la métropole, l'État.

Complément (Arthur de Cazenove, région Sud)

J'ajouterais qu'on n'est pas rêveur. Il y a quand même un élément qui a été ajouté, notamment par la loi AGECL. Je vous ai parlé des filières et de la responsabilité des producteurs. Il est quand même prévu, puisque ça a été entendu, c'est que ces fameux producteurs qui nous ont vendu ça, il y a de l'écocontribution qui permet la collecte et le traitement. Cette écocontribution devrait aussi servir au dépôt sauvage. C'est-à-dire que celui qui a produit ça et qui se retrouve dans la nature, il va y avoir normalement des éléments. Je ne sais pas si ça arrivera à dépolluer les sites parce qu'après, l'autre question c'est ce que vous avez vu, c'est-à-dire que le problème c'est qu'un site qui brûle ou un stockage de déchets, c'est la qualité de l'entrant qui fait l'impact environnemental. Et le problème par excellence des déchets, c'est qu'ils sont hétérogènes. Vous pouvez avoir des déchets inertes – on l'a vu, des beaux aménagements qui étaient illégaux – sauf qu'on ne sait pas s'il n'y a pas d'amiante ou de goudron dedans. Le coût de dépollution de ces sites, c'est là où il est très délicat, c'est qu'à partir du moment où il va y avoir quelques déchets impactant, ça va gonfler la facture de façon phénoménale. Et est-ce que le fonds déchets qui est prévu sur la dépollution, quand les propriétaires sont insolvable, suffiront ? Je ne sais pas. Donc, ça engage aussi une responsabilité de nous tous, c'est-à-dire le tri en amont, la vigilance quand on a des marchés publics, des prestataires, à se demander ce qu'ils font vraiment. Et surtout – c'est un peu idiot ce que je dis – plus vous aurez

trié très bien avant, moins il y aura de risque. De toute façon, c'est une certitude en termes d'impact. Je pense que les inspecteurs le voient.

Intervention (Marc Guérin, Fare Sud)

On est tout à fait d'accord avec ce que vous venez de dire, mais je crois qu'il manque derrière, la volonté politique et budgétaire de faire disparaître ces dépôts sauvages et ces stockages. Parce qu'on a au moins un exemple précis, celui du TGV Méditerranée. Sur notre commune, il y avait une décharge municipale. Là, c'était ouvert et vu qu'on a stocké de tout, tout mélangé. Quand le projet TGV Méditerranée s'est mis en place, qu'a fait la SNCF ? Ils ont dépollué, ils ont mis un mois à trier sur place avec des engins, des chaînes de tri. Ils ont mis un mois à démolir cette décharge municipale, mais il y avait le budget et il y avait la volonté politique parce qu'il fallait qu'ils passent leurs piliers pour passer là-dedans. À Saint-Chamas, il y a quoi comme volonté politique de l'État ou même de la commune ? Vous vous rendez compte, le prix est énorme. De la même façon que celui que j'ai énoncé avant, à Pont-de-Ruan, ça n'intéresse personne parce que ce sont des terres agricoles et donc il n'y a pas de volonté politique de rétablir ces surfaces agricoles.

Réponse (Arthur de Cazenove, région Sud)

D'où l'importance des travaux des parquets sur la judiciarisation des peines qui touchent à ces sujets. C'est-à-dire qu'on l'a vu, la réglementation est faite, elle a fixé des peines et des amendes. Je pense que ce qui a mis du temps et ce qui met encore du temps, c'est-à-dire qu'on est en train de le vivre aujourd'hui, c'est que ce soient de vrais délits jugés vraiment jusqu'au bout avec les textes. C'est ça qui est en train de se mettre en œuvre. Aujourd'hui, il y a des dépollutions sur des sites qui ont une grosse valeur foncière. Vous en avez cité un, mais aujourd'hui on sait très bien qu'il y a des dépollutions uniquement quand il y a une valeur foncière importante. Mais je pense que ça peut tourner parce qu'on voit de plus en plus de peines, vous le voyez dans la presse. On espère que ça montrera que ça peut coûter très cher, ce type de délit. Puisque ça ne coûtait pas grand-chose, je vous l'accorde. Et d'ailleurs, la police du maire a été rappelée, c'est tout l'enjeu qui a été évoqué sur le signalement des dépôts sauvages. Le maire est clairement en première ligne, ce n'est pas seulement pour signaler. Et là, il y a un enjeu entre les collectivités compétentes en matière de déchets et les maires, et les communes, il y a un vrai enjeu à l'échelle régionale, pour les dépôts comme pour des installations qui seraient sur leur territoire, il y a un enjeu à ce qu'ils signalent très vite. Après, vous avez raison, il faut qu'il y ait un processus global de l'administration dont également je fais partie pour que ça aille plus vite. On en est bien conscients.

Quelles sont les dérives ?

Vincent Séname, Directeur de la stratégie environnementale, Métropole Aix-Marseille Provence

L'incendie sur l'entreprise à Saint-Chamas, c'est un peu un cas d'école, malheureusement, sur les dérives. Comme ça a été dit ce matin, des actions délictueuses qui, semble-t-il, ont été menées par rapport à cette problématique des déchets d'entreprise. Je ne vais pas revenir sur les causes de cet événement, mais plutôt sur ce qui a amené la métropole à se mobiliser sur cet événement même si, comme ça a été dit ce matin, les déchets d'entreprise ce n'est pas la responsabilité de la métropole. Nous sommes bien sûr une responsabilité qui incombe soit au préfet, soit au maire. Mais je vais rappeler dans quel cadre nous sommes intervenus.

Ça s'est passé le 26 décembre 2021. Pour ma part, je n'étais pas dans la région et donc j'ai été alerté par le cadre de permanence risques majeurs qui fait partie de mes équipes. Nous m'avons signalé qu'il y avait un incendie important qui s'était déclaré sur la petite zone d'activités à proximité de Saint-Chamas dans une entreprise de déchets. Donc, je lui ai demandé de se rendre sur le site et de se mettre à disposition de la commune, et puis des services de l'État et aussi du SDIS 13 qui était en train d'intervenir. Très vite, il m'est remonté que ce n'était pas un petit incendie classique. Donc, le collaborateur au regard de ce qui se passait, de la nature des déchets, de la quantité des déchets, il s'est vite rendu compte que ce serait un accident difficile à maîtriser et qui pourrait avoir un certain nombre de conséquences impactantes.

Peut-être pour rappel, le service prévention des risques majeurs qui était créé est une action volontaire de la Métropole. Jusqu'à récemment, il n'y avait aucune obligation à créer ce type de service au sein de la Métropole. Cependant, nous pressentions et les élus pressentaient que de plus en plus que la Métropole avait un rôle à jouer sur ces questions-là, même si le législateur l'avait un peu oublié jusqu'à présent, sur notamment tout ce qui était risques majeurs. Et donc, la Métropole a mis en place ce service qui accompagne les communes notamment dans le cadre de l'élaboration ou la mise à jour de leur plan communal de sauvegarde.

C'est un vrai appui, nous travaillons d'ailleurs avec le Cyprès en appui des communes sur ce type de dispositif. Elle propose la réalisation d'exercices pour tester ces plans communaux de sauvegarde puisqu'on sait que s'ils ne sont pas testés, le jour où nous en avons besoin, nous ne retrouvons éventuellement pas les contacts ou les contacts ont changé. Il y a un vrai appui aux communes sur ce type de problématique de gestion de crise.

Il y a aussi des formations qui sont proposées aux élus, aux cadres des mairies pour gérer la crise, notamment avec l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) qui propose chaque année des formations aux maires, aux élus en charge de la sécurité, au DGS, aux directeurs des services techniques pour les mettre un peu dans le jus d'une gestion de crise et prouver un peu leur capacité à réagir, et à prendre les bonnes décisions ou diffuser les bonnes informations, connaître qui sont les acteurs de la gestion de crise.

Pour le coup, la commune a déclenché son plan communal de sauvegarde très rapidement, je pense, dans la foulée. Des fumées toxiques émanaient du site et se dirigeaient – puisque la commune est à peu près sous les vents de milan – vers la commune et menaçaient la population. Très rapidement, les pompiers se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas comme ça maîtriser l'incendie donc ils paraient au plus pressé, et que pour éteindre l'incendie, il fallait prévoir l'ennoyage du site. Et donc, forcément qui dit en voyage dit percolation d'un certain nombre d'eaux de ruissellement vers le milieu naturel. On n'est pas loin de l'étang de Berre, de l'Arc et les quelques petits affluents, de la Touloubre, avec des risques de contamination de la nappe phréatique ou des milieux d'évacuation naturelle vers l'étang de Berre.

Au regard de ce risque, un certain nombre d'actions ont été préconisées, notamment la réalisation d'un bassin de rétention à proximité du site. Pour le coup, c'était un terrain métropolitain donc par chance, nous avons pu intervenir aussitôt. C'étaient des préconisations qui ont été mises en place en lien avec la commune, avec les services de l'État et le SDIS. Nous sommes dans cette période des confiseurs, il faut trouver une entreprise pour faire les travaux, trouver des bâches pour étanchéifier le site. Il a fallu être très réactif quand la décision a été prise de réaliser ce site.

Mes collègues qui étaient à la manœuvre m'ont envoyé quelques photos, des photos souvenirs de la réalisation du site. Ça s'est fait vraiment en quelques jours, le bassin était creusé dans la nuit, alors de mémoire du 29 au 30, et le 30 décembre, les bâches ont été posées. C'est un bassin pouvant contenir 2 600 m³ d'eau. Ce qui permettait, une fois le bassin réalisé, la possibilité pour le SDIS d'y mettre un certain nombre de moyens importants pour réduire, voire arrêter cet incendie.

Bien sûr, il y a eu des contrôles qui ont été faits tout au long autour du site pour vérifier l'étanchéité des bassins par rapport aux eaux recueillies. Nous avons un service à la Métropole qui est le service GEMAPI, qui gère les milieux naturels et le risque d'inondation, et une entreprise qui a été mobilisée, spécialiste sur les contrôles. Ce que j'ai oublié, c'est que nous nous sommes appuyés sur une entreprise qui s'appelle Midi TP, qui a été très réactive pour réaliser ce bassin, qui a pu mobiliser ses équipes dans cette période particulière. Ils ont recueilli au regard de la toxicité puisqu'ils n'ont pas pu être traités dans une station d'épuration classique. A priori, c'est l'ADEME qui s'est occupé de cette partie-là, a pris en

charge et ça a été envoyé, j'imagine, dans une station d'épuration industrielle adaptée au traitement de ce type, puis a été mis en place un suivi.

Nous avons eu un épisode important de vent le 12 janvier qui a mis à mal le bassin de rétention, les bâches se sont déchirées donc il a fallu réintervenir sur le site, sachant que le feu continuait à couvrir au cœur même des déchets. Le vent aussi est réactif, les fumées, etc., donc cela a généré de l'émoi. Le SDIS, pour éteindre définitivement l'incendie, a proposé qu'on évacue une partie des déchets pour pouvoir approcher le cœur de l'incendie qui couvait, donc c'est 1 500 tonnes qui ont été évacuées, avec caractérisation pour bien vérifier la nature du déchet et la capacité d'acceptation sur les sites de traitement des déchets. C'est le site de xx où ont été évacuées ces 1 500 tonnes de déchets, ce qui a permis une nouvelle intervention du SDIS pour arrêter l'incendie. Il a fallu un mois quasiment pour que l'incendie soit complètement arrêté et maîtrisé. Nous avons vu sur les photos la difficulté d'intervenir pour les pompiers puisqu'à tout moment, la structure pouvait s'effondrer. Donc, c'était quand même un site compliqué à traiter.

En synthèse, notamment le coût pour la Métropole de l'ensemble de cette intervention, c'est 460 000 € qui ont été dépensés pour l'ensemble de ces interventions, donc peu de chance que nous puissions récupérer ces sommes auprès de l'entreprise. Il y a une action en justice qui a été engagée, je pense, par l'État. Je pense que la Ville s'est portée partie civile ainsi que la Métropole. Ça, ça a été la partie traitement sur le site.

Je voulais évoquer aussi une action complémentaire au regard des émanations de pollution, j'ai un petit film qui illustre tout ça. Le sous-préfet d'Istres avait demandé au consul d'intervenir pour surveiller les émanations toxiques, les pollutions. Et malgré la mise en place d'une cabine sur un site unique avec les vents qui variaient, les vents tourbillonnants, il était assez difficile de suivre l'évolution, les émanations de pollution des quartiers de la commune qui a été touchée, voire d'autres communes touchées par ces émanations toxiques.

Et par chance, nous étions en train de tester à travers le programme DIAMS qui est un programme européen pour lequel la Métropole a été le lauréat auprès de l'Europe, c'est un programme innovation. Une partie du programme était de développer l'utilisation par les citoyens, par les associations, par les communes de capteurs citoyens qui mesurent la pollution de l'air. Et donc, nous avons très vite travaillé avec les associations, il y avait FNE, 8 Vies pour la planète, il y en a une troisième dont j'ai oublié le nom qui se sont mobilisés, des citoyens qui se sont mobilisés avec l'accord du maire, qui s'est impliqué pour avoir une vision un peu plus globale des attaques de la pollution.

L'objectif dans DIAMS, c'était de distribuer 2 000 capteurs de qualité de l'air. Principalement, c'est la pollution de l'air des particules que les citoyens pouvaient s'approprier et déjà prendre conscience de ce qu'est la pollution de l'air, mais aussi de pouvoir alimenter une base de données gérée par l'AtmoSud sur les constatations qu'ils faisaient sur le terrain. Cela multiplie les points de surveillance et cela donne une information beaucoup plus précise, géographiquement identifiée. Nous étions sur un projet d'innovation, donc nous sommes en train d'en tirer aussi les conclusions de ce travail. Je passe un petit film qui dure trois minutes et qui montre bien l'action qui a été réalisée sur cette partie.

(Diffusion vidéo « Qualité de l'air : suivi de l'incendie de Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône) »)

Ce petit film résume bien, au regard du traitement du site, une partie des conséquences notamment en termes de fumée, permet d'avoir quand même une information relativement détaillée et qui confirme la station de mesure, mais qui permet d'aller un peu plus loin de ce qui est mis et notamment de donner de l'information aux autorités pour prendre les bonnes décisions, éventuellement demander un confinement ou autres mesures. C'est un vrai éclairage maintenant que nous espérons pouvoir déployer dans les années futures, notamment en s'appuyant sur les outils d'AtmoSud, mais en mobilisant la population, les

citoyens qui deviennent acteurs aussi de leur protection, de leur santé, et les associations qui se sont mobilisées sur ce sujet en pleine coopération.

Ce que je retiens de cet évènement, c'est que nous ne nous sommes pas renvoyé la balle, il y a eu une vraie coordination qui s'est mise en place, nous l'avons vu, à travers de nombreux acteurs. Je vais citer les services de l'État, l'ADEME, le SDIS 13, la commune qui s'est fortement mobilisée, AtmoSud, les associations, plusieurs services de la Métropole, je parlais du service prévention des risques, les services techniques du territoire du Pays salonais, les services déchets, le service GEMAPI, le service écologie urbaine, et toutes la logistique, la commande publique. Nous avons passé des marchés un peu en catastrophe, la comptabilité, un certain nombre d'entreprises prestataires qui ont réagi immédiatement. C'est un peu ce que je retiens de cette expérience, c'est que nous mobilisons beaucoup d'acteurs et il faut que cela se passe bien, qu'il y ait de la communication, de l'information, que chacun soit dans son rôle. Et donc, cela s'est plutôt bien passé dans une période très compliquée avec beaucoup de personnes en congé. Je dirais que c'est un cas d'école parce que cela montre que pour traiter au mieux une question et limiter les conséquences, cela nécessite un peu de préparation et que les acteurs aient l'habitude de travailler ensemble et se complètent, et puis qu'il y ait surtout une relation de confiance qui s'instaure entre chacun des acteurs.

Nous l'avons vu dans la réglementation, la Métropole elle-même n'est pas un acteur majeur de la gestion de crise. Si nous avons pris notre place et avons été sollicités, ce sont d'abord les services de l'État, les sapeurs-pompiers, mais aussi les communes. Nous sommes intervenus à la demande du maire, mobilisé par les services de l'État, c'était ce préjugé qui a cette partie-là, pour lequel nous avons été sollicités. Heureusement que nous étions organisés à répondre à ce type de crise pour pouvoir être très réactif et être mobilisé là-dessus, mais je pense qu'il y a un petit trou dans la législation sur le rôle des métropoles par rapport à cela. Nous voyons que nous pouvons être réquisitionnés, notre service peut être réquisitionné, mais le préfet utilise de moins en moins cette sollicitation parce que je pense que ça génère un coût pour les services de l'État.

De plus en plus, l'intercommunalité a des moyens techniques, a de l'ingénierie à travers ces prestataires, ces marchés, peut mobiliser un certain nombre de moyens et nous sommes un peu dans l'entre deux. Pour le coup, on s'est mobilisé, mais heureusement qu'existait cette capacité de réaction. Mais j' imagine que sur d'autres intercommunalités, nous n'avons pas pris cette mesure-là. Et je pense que le maire aurait été très démuni s'il avait dû gérer l'ensemble de ce qui a été fait. Au-delà de ce qui a été dit ce matin, c'est que c'est un vrai coût que les petites communes sont incapables de prendre en charge. Cela fait peut-être aussi le lien sur les Sentinelles de la nature et le rôle de l'association où on a eu des associations très mobilisées là-dessus.

Temps d'échanges

Est-ce que ça vous a aussi amené, cet incident, à voir avec vos collègues, justement ceux du service public des déchets soit qui touchent à l'économie circulaire? Je sais qu'il y a une grosse stratégie métropolitaine. Est-ce qu'aussi, cet évènement a poussé quelques lignes sur ces sujets? (Arthur de Cazenove, région Sud)

Réponse (Vincent Sename, Directeur de la stratégie environnementale, Métropole d'Aix Marseille Provence)

Oui, forcément. On est comme dans toute grosse structure, on vit un peu en silo. Et malheureusement, à travers ce type d'accident, ça demande la nécessité de mieux travailler ensemble, d'avoir des approches un peu plus transversales. En effet, c'est un élément déclencheur pour que sur des stratégies comme ça, il y ait une économie circulaire, que ça ne peut pas être traité soit par un service déchets tout seul dans son coin et que ça nécessite de

vraies politiques transversales, puisqu'on a aussi la compétence développement économique. Et au titre de la compétence de développement économique, comment on intègre la gestion des déchets dans la stratégie économique. Et notamment là, on vient de renouveler notre agenda de développement économique. Et par rapport à la première version qui a été faite en 2016 tout au début de la création de la Métropole, il y a eu beaucoup plus de transversalités qui ont été mises en place et des contributions des collègues sur l'économie circulaire, au titre de l'environnement sur les enjeux autour de la qualité de l'air, sur les enjeux autour de risques majeurs, *etc.*, qui s'intègrent maintenant pleinement – bien sûr, la transition énergétique – dans l'agenda, qui est un élément essentiel de l'agenda du développement économique de la Métropole. C'est-à-dire que l'attractivité, le rayonnement, l'accueil d'entreprises, maintenant ce sont des paramètres vraiment très forts qui sont intégrés dans ce document stratégique.

Comment les signaler ?

Jean-Michel Roget, Responsable Sentinelles de la nature, France Nature Environnement

« Sentinelles de la Nature » : comment cela fonctionne ?

Sentinelles de la nature, c'est une application qui permet à chaque citoyen confronté à une atteinte à l'environnement de la faire remonter à l'association France Nature Environnement. Comment ça fonctionne ? Première chose, vous devez télécharger l'application sur votre smartphone. Et une fois que vous avez téléchargé l'application sur votre smartphone, lorsque vous êtes confronté à une atteinte à l'environnement, vous ouvrez votre téléphone. Première chose, vous allez être géolocalisé, c'est-à-dire que l'application va déterminer automatiquement où vous vous trouvez. Les points GPS vont être répertoriés sur le signalement que vous allez faire. D'autre part, s'il n'y a une adresse postale, elle va être automatiquement reportée. Et ensuite, on va vous demander systématiquement de prendre des photos de l'atteinte à l'environnement dont vous êtes témoin. Pourquoi ? Déjà pour attester de la véracité de l'atteinte à l'environnement, première chose. Et ensuite, pour en déterminer la nature, l'importance, *etc.* Ensuite, nous allons vous demander également de répondre à certains champs, donner des détails sur la nature de l'atteinte à l'environnement dont vous êtes témoin. Par exemple, si c'est un dépôt sauvage, si vous voyez des déchets dangereux, des plaques d'amiante, des choses comme ça, déterminer aussi l'importance du dépôt, *etc.*

Il faut savoir que sur la région Sud, en gros 72 % des signalements d'atteinte à l'environnement concernent des dépôts sauvages. Nous avons aussi par exemple des cas de pollution atmosphérique, des cas de braconnages qui sont relevés et de plus en plus des cas de pollution lumineuse. Signaler une atteinte à l'environnement via l'application Sentinelles de la nature, ça prend en moyenne trois minutes. Entre le moment où vous sortez votre téléphone et le moment où vous envoyez le signalement, ça vous prend trois minutes pour nous faire remonter l'atteinte à l'environnement.

Là, vous voyez comment cela se présente sur votre smartphone, l'application. Vous avez les coordonnées GPS qui apparaissent automatiquement et ensuite, vous allez signaler une dégradation. Éventuellement, vous pouvez aussi signaler une initiative favorable, c'est-à-dire une action positive pour la préservation de l'environnement dont vous êtes témoin. À côté, vous avez le site de Sentinelles de la nature qui vous permet d'avoir essentiellement des informations sur Sentinelles de la nature. Vous avez notamment la carte qui reprend les principaux signalements qui ont été faits. En rouge, ce sont les atteintes à l'environnement et en vert, ce sont les initiatives favorables qui nous ont été remontées. Mais ce qui est très important, c'est de télécharger l'application sur votre smartphone parce que le signalement, vous le faites sur les lieux de l'atteinte à l'environnement. Donc ce qui est essentiel, c'est d'avoir téléchargé au préalable l'application sur votre smartphone.

Comment ça fonctionne, quel est le principe, quelle est la philosophie de Sentinelles de la nature ? C'est de permettre à tout citoyen qui est témoin d'une atteinte à l'environnement de pouvoir la faire remonter à France Nature Environnement. Cela étant, ça dépend aussi de la nature de l'atteinte à l'environnement qui nous est remontée. Si c'est quelque chose d'important, nous avons des experts qui vont la prendre en charge. Mais pour par exemple des dépôts sauvages – à 72 % de nos signalements, ce sont des dépôts sauvages sur la Région Sud – nous allons dire au citoyen à qui il doit s'adresser pour y remédier, c'est-à-dire qu'en l'occurrence ce sera au maire, et nous allons lui fournir des lettres types de courrier ou modèles de lettre type, de courrier à envoyer à la mairie ou aux interlocuteurs concernés.

Ce que nous demandons au niveau national, c'est de plus en plus aller au-delà de ça et faire également des démarches en parallèle. Sur la région PACA, dans la plupart des départements aujourd'hui, notamment sur les Bouches-du-Rhône – parce que la plupart des personnes ici présentes viennent des Bouches-du-Rhône – c'est fait systématiquement en parallèle, nous allons également signaler le dépôt sauvage à la mairie concernée.

Pourquoi nous faisons des démarches en parallèle ? Tout simplement parce qu'il y a déjà un certain nombre de sentinelles qui estiment que de nous avoir fait remonter l'information, c'est déjà bien de leur part et ils estiment qu'ils ont fait leur part du travail en nous ayant fait remonter l'information. Et surtout – alors là, il y a un nombre important de sentinelles qui sont dans ce cas-là – notamment dans les très petites communes, beaucoup tiennent à leur anonymat, elles ne veulent absolument pas que l'on communique des renseignements sur leur identité. Donc, c'est pour cela qu'il est très important aussi pour nous de faire remonter les signalements en parallèle aux mairies parce que beaucoup de sentinelles ne le feraient pas sinon.

Le déploiement de « Sentinelles de la Nature »

Sentinelles de la nature a été créée par des agents de FNE férus d'informatique en 2015 en Isère. Deux ans après, le national voyant que c'était une application qui fonctionnait bien a décidé de le reprendre à son compte. Et après, progressivement ça s'est déployé dans toutes les régions de France et en 2020, Sentinelles de la nature a été déployée sur la région PACA. Nous l'avons déployé sur les six départements en même temps. Ce qui n'est pas forcément le cas, cela dépend des capacités de chaque région, de chaque département. Dans certaines régions, cela s'est fait en plusieurs fois. À l'heure actuelle, Sentinelles de la nature couvre tout l'hexagone et a débuté son déploiement dans les départements et territoires d'outre-mer. L'année dernière, on l'a déployé en Guyane et cette année, on vient de le déployer sur Mayotte. Ce sont les deux premiers départements et territoires d'outre-mer où c'est déployé.

À l'heure actuelle, il y a 16 500 personnes – j'étais allé sur l'application voir, j'ai fait un recensement au 20 novembre – qui ont téléchargé l'application Sentinelles de la nature, dont 1 350 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Bien sûr, vous pouvez très bien télécharger l'application en Provence-Alpes-Côte d'Azur et faire un signalement lorsque vous êtes en vacances à Paris ou ailleurs. Assez simplement, mais ça donne une idée, c'est le nombre de personnes qui est le plus susceptible de faire des signalements sur la région. Ensuite, il y a les vacanciers, parce qu'il faut savoir que le mois d'août, cette année, c'est le mois où on a eu le plus de signalements. Donc, il y a certainement des touristes qui ont fait des signalements, qui avaient téléchargé l'application ailleurs et qui nous ont fait des signalements lorsqu'ils faisaient des randonnées, des choses comme ça.

Jusqu'à maintenant, on a eu 15 800 signalements d'atteinte à l'environnement remontés via l'application Sentinelles, dont 750 dans notre région. En 2020, année du déploiement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 225 signalements, 248 l'année dernière et j'ai arrêté les chiffres au 21 novembre, il y en avait 280. Et comme je vous disais, 72 % des signalements sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur concernent des dépôts sauvages.

Une nécessité : Faire connaître « Sentinelles de la Nature »

Une nécessité pour nous, c'est de faire connaître l'application Sentinelles de la nature. Parce que ce que nous constatons c'est que chaque fois qu'il y a un effort de communication qui est fait concernant cette application, automatiquement, des personnes la téléchargent et nous avons des signalements. Et pourquoi il y en a beaucoup? Il faut savoir que les Bouches-du-Rhône représentent à l'heure actuelle en 2022 près de 60 % des signalements sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'année dernière, c'était dans les 50 %, un peu plus de 50 %. Vraiment, les Bouches-du-Rhône, il y a énormément de signalements par rapport aux autres régions. Nous avons le Var et les Alpes-Maritimes par exemple où il y a très peu de signalements en comparaison, par rapport au nombre d'habitants. Pour 40 % de la population, nous avons 60 % des signalements. Dans les Bouches-du-Rhône, pourquoi? Il y a eu aussi beaucoup d'articles de la Provence qui nous ont beaucoup aidés. Chaque fois qu'il y a un article dans la presse, automatiquement on constate l'augmentation du nombre de téléchargements et une augmentation du nombre de signalements, c'est absolument automatique.

Complémentarité de « Sentinelles de la Nature » avec les applications mises en place par les communes ou communautés d'agglomérations

Je voulais parler de la complémentarité de Sentinelles de la nature par rapport aux applications mises en place par beaucoup de communes. Si vous allez sur le site de beaucoup de communes, vous avez une application qui vous permet de faire remonter des atteintes à l'environnement dont vous êtes témoin. L'avantage de Sentinelles de la nature par rapport à ces applications, déjà vous avez une seule application qui vous permet de faire un signalement partout en France. D'autre part, l'application va déterminer sur quelle commune vous êtes. Vous faites de la randonnée sur le plateau de l'Arbois, vous ne savez pas forcément si vous êtes à Vitrolles, à Cabriès ou à Aix-en-Provence, là, l'application, le dépôt sauvage, elle va déterminer sur quelle commune il est. S'il y a une adresse postale, vous êtes en ville, l'adresse postale du lieu va être portée automatiquement.

D'autre part, l'intérêt de Sentinelles de la nature, c'est que vous faites le signalement sur les lieux mêmes de l'atteinte à l'environnement. Si vous faites le signalement sur le site de la commune, souvent vous allez le faire au retour de votre randonnée, vous allez ouvrir votre ordinateur, vous allez sur le site de la ville en question, il va falloir déjà déterminer sur quelle ville vous étiez. Vous avez pris des photos, vous devez les basculer de votre smartphone à votre ordinateur. C'est assez compliqué et vous n'êtes plus dans le feu de l'action, vous êtes fatigué. Lorsque vous rentrez chez vous, vous n'avez peut-être plus forcément envie de faire un signalement. Alors que là par exemple, nous avons des clubs de VTT. Les gens en VTT, ils voient quelque chose, ils s'arrêtent, ça leur prend trois minutes, ils nous font un signalement.

Le gros avantage et surtout le plus important, c'est qu'on peut signaler anonymement. Parce que si vous faites un signalement sur le site d'une ville, automatiquement les premières choses qu'on va vous demander : nom, prénom, adresse, adresse e-mail, numéro de téléphone. Nous avons les renseignements concernant les Sentinelles, nous savons qui nous a fait un signalement, mais nous ne les communiquons jamais à la mairie en question. Ce qui peut arriver, cela nous arrive, par exemple la Police municipale a besoin de précisions. Dans ces cas-là ce que nous faisons, nous prenons le message auprès de la Police municipale – c'est la Police municipale parce qu'ils n'ont que nos coordonnées de toute façon. Ils ne peuvent pas contacter la Sentinelle, ils n'ont que mes coordonnées ou d'une autre personne de FNE. Ils me contactent, ils me disent : « on aurait besoin de précisions », moi je prends le message, je le communique à la Sentinelle. Ou éventuellement, si je vois qu'il ne s'agit pas d'un petit village, parce que je sais que là c'est qu'elle voulait absolument le faire de manière anonyme, éventuellement je prends les coordonnées de la personne en question, je dis : « écoutez, je les communique à la Sentinelle et à charge pour elle de vous répondre si elle souhaite le faire ». Mais l'échange des informations ne se fait que dans un sens, jamais dans l'autre.

Là, je vous ai pris des exemples de mails reçus qui attestent un peu ça. Comme je vous ai dit, la philosophie de Sentinelles de la nature c'est : on explique aux citoyens comment réagir

lorsqu'il est confronté à une atteinte à l'environnement, qui il doit contacter et on lui fournit des modèles de lettres. Et ce que nous demandons au niveau national est de faire en parallèle chaque fois que nous avons les moyens humains de le faire, et nous le faisons systématiquement pour les Bouches-du-Rhône et dans certains départements de la région, dans pas mal de départements de la région nous le faisons aussi, c'est-à-dire que systématiquement – et nous le disons à la Sentinelle – nous, France Nature Environnement, nous allons aussi contacter la mairie. Et là justement, par exemple le premier, j'ai un cas d'une personne qui me dit : « je suis habitant de la commune depuis peu et ne souhaite pas m'exposer », etc. La personne me le précise, quant à elle, elle ne va pas le signaler auprès de la mairie. C'est pour cela que c'est très important que nous, nous fassions remonter l'information.

Et ensuite, j'ai pris un cas d'une personne qui me dit la complémentarité de Sentinelles de la nature par rapport au travail de leur association. Nous avons beaucoup de clubs de randonneurs qui téléchargent l'application. Quand il y a deux, trois déchets qui traînent, ils les ramassent et quand ça dépasse leur capacité, ils sortent leur smartphone, ça leur prend trois minutes, ils nous font un signalement.

Les freins à notre action

- **Les « gros dépôts » bien identifiés**

Nous en avons déjà parlé, il y a notamment les gros dépôts que tout le monde connaît et qui nous sont régulièrement signalés, et pour lesquels c'est très difficile de faire bouger les choses. C'est évident que c'est une question avant tout de moyens financiers. Là, il s'agit d'un dépôt sauvage qui est à côté de la gare TGV d'Aix-en-Provence. Très souvent, j'ai des signalements à ce niveau-là, surtout des touristes qui arrivent à la gare d'Aix-en-Provence en même temps que la Sainte-Victoire. Qu'est-ce qu'ils voient ? C'est ça. Et souvent, on me dit que pour l'image de la région, ce n'est pas terrible. Et c'est vrai que la gare TGV d'Aix-en-Provence est à cheval sur trois communes en gros, il y a aussi la SNCF, il y a la direction des routes qui sont concernés, les services nous renvoient beaucoup la balle et pour les gros dépôts, c'est vraiment difficile de faire bouger les choses. Ça, c'est une réalité.

- **Le cas des très petites communes**

Personnellement, je traite rarement des dossiers dans le 04 et le 05, je traite surtout pendant les périodes de vacances où nous avons moins de personnel pour les traiter. Et c'est vrai que dans les petites communes aussi, nous n'avons pas forcément les moyens financiers, voire humains de traiter les petits dépôts. Il est déjà arrivé que des agents de la commune en question – alors cela, ils n'écrivent jamais. Nous travaillons beaucoup par mail, mais là ils me téléphonent pour me dire : « le dépôt en question est sur un terrain privé, on ne fera rien ». Cela, c'est une réponse que j'ai souvent dans les petites communes.

Là, nous voyons justement la première photo. Je n'ai pas traité ce dossier donc je ne connais pas en détail, mais nous pouvons supposer que c'est un petit commerçant qui vend de l'électroménager et à chaque fois qu'il récupère du matériel, l'ancien matériel... La Sentinelle précise c'est un terrain privé en plus, on peut supposer que c'est sur son terrain à lui, il entrepose cela. C'est un petit village de 400 habitants, j'étais allé voir, ils ont quand même un site internet, ce petit village, malgré tout. Et il était dit sur leur site que le village dépendait de telle déchèterie, c'était précisé, que les professionnels pouvaient avoir accès à la déchèterie à condition d'avoir une carte d'accès, c'est-à-dire d'avoir été répertorié, et qu'à chaque passage ça doit coûter 20 €. Donc peut-être qu'il y a un lien de causalité entre ce dépôt-là et... voilà. Et c'est évident que dans les petites communes, ce n'est pas évident de faire bouger les choses.

- **Un retour sur les actions entreprises qui n'est pas optimum**

Au niveau national, c'est 15 % des signalements qui se terminent en objectif atteint. C'est-à-dire que concrètement, c'est quoi un objectif atteint ? C'est la sentinelle qui nous dit : « la

pollution n'existe plus ». C'est-à-dire dans le cas d'un dépôt sauvage, 72 % des signalements sur la région c'est des dépôts sauvages, la sentinelle nous dit : « le site a été nettoyé. » Sur la région, on est tout près de 20 %, on est un petit peu en dessous, peut-être aussi parce qu'en principe, la personne lorsque l'atteinte à l'environnement a été résorbée, elle doit retourner sur le site et le préciser. C'est vrai qu'ils ne le font pas forcément. Et systématiquement, ce qu'on fait sur la région, notamment les Bouches-du-Rhône, c'est qu'on relance les sentinelles pour savoir où cela en est. Il y a beaucoup de sentinelles qui ne repassent pas forcément sur les lieux. Le randonneur, le vététiste n'ont pas forcément l'occasion de repasser.

Mais la réponse même la plus fréquente que j'ai, ce n'est pas : « Cela a été nettoyé », c'est : « non, rien n'a été fait ». C'est la réponse la plus fréquente que j'ai. C'est vrai qu'il y a beaucoup de cas où on ne sait pas. La réalité, c'est certainement plus que 20 % des lieux qui sont effectivement nettoyés parce qu'il y a beaucoup de dossiers sur lesquels je n'ai pas de retour. Mais il y a quand même un nombre significatif de dossiers où les choses ont du mal à bouger, cela, c'est clair.

Un exemple de traitement de dossier récent sur le 13

Et là pour terminer, comme nous parlons surtout des déchets du bâtiment, je n'ai pas de statistiques sur les déchets du bâtiment, j'ai par type d'atteinte à l'environnement, cela, je vois facilement, je peux interroger. Cependant, après, il faudrait que je prenne tous les dossiers un à un et que je regarde d'après les photos ou la description que fait la sentinelle. C'est pour vous donner une idée de comment on fonctionne. Là, j'écris en parallèle à la Police municipale de la commune de 3 000 habitants des Bouches-du-Rhône concernée et on me répond : « bonjour, monsieur, notre service de police municipale a réalisé une procédure pour ce dépôt sauvage de déchets. Il est apparu que ce dernier se trouve sur une parcelle appartenant à l'entreprise – il s'agit d'une grosse multinationale de BTP, j'ai enlevé le nom – qui a été invitée à faire débarrasser ce dépôt ». J'ai envoyé la réponse à la sentinelle, Hélène, qui me dit qu'elle en parallèle, elle a effectivement écrit à la mairie comme nous lui demandons de faire. Et d'ici quelque temps, j'écirais à cette dame, à Hélène, pour lui demander ce qu'il en est, si le dépôt sauvage a été nettoyé et dans ce cas-là, il sera un objectif atteint ou il restera en cours, démarche engagée. Voilà comment fonctionne Sentinelles de la nature.

Temps d'échanges

Ce que je voudrais savoir, compte tenu des difficultés à faire résoudre ces dépôts, à les faire supprimer, est-ce que dans l'avenir, FNE ne pourrait pas, par l'intermédiaire de ses élus, déposer un amendement demandant à la commune d'obligatoirement dresser un procès-verbal ? Si un citoyen présente une photo ou si FNE présente une photo avec la localisation et tout, dresser un procès-verbal avec les frais imputés directement au propriétaire. Parce que je pense que déjà ce premier avertissement, c'est 100 ou 200 € que le propriétaire serait amené à payer dans le cadre d'un procès-verbal, ce ne serait déjà pas mal pour l'inciter à vider ces déchets. (Marc Guérin, Fare Sud)

Réponse (Jean-Michel Roget, France Nature Environnement)

C'est sûr que ce serait une bonne idée, mais pour le moment, on n'en est pas encore là. J'espère que les choses évolueront, mais c'est vrai qu'à l'heure actuelle, on rencontre beaucoup de blocages.

Intervention (Alexandre Lion, DREAL PACA)

Le problème, c'est d'identifier à qui on adresse le PV. On peut aller conduire des actions à l'encontre du propriétaire quand on démontre qu'il a été négligeant et qu'il est mis en cause

dans le dépôt ou de l'évènement. Et ça, on le fait en fait. Mais sur ces dépôts-là, la difficulté c'est vers qui se tourner en fait? C'est vrai que du coup, les communes assument une charge financière qui peut être conséquente pour un budget municipal à force de tout nettoyer, mais elle n'a personne vers qui se tourner et même l'État. Et sur ces dépôts-là, elle n'a personne vers qui se tourner. C'est vrai qu'on peut établir un PV. Un dépôt sauvage, une amende, c'est 15 000 €. C'est quand même déjà dissuasif par exemple si on l'attrape, mais il faut l'attraper. Et on voit se développer des systèmes de caméra, mais on ne peut pas mettre des gendarmes derrière. C'est pour ça que la prévention est importante. Si on a la déchèterie dans la commune, qu'elle a des horaires élargis, qu'elle permet aux gens facilement de se débarrasser de leurs déchets, ça va les aider à ne pas les mettre dans la nature.

Intervention (Marc Guérin, Fare Sud)

Je suis désolé, il faudrait qu'on instaure un dialogue, mais je ne partage pas votre sentiment. Je ne le partage pas parce que les communes font très attention à leur environnement aujourd'hui. Et quand il y a des dépôts sauvages qui s'installent sur les voiries, généralement elles réagissent. Moi, je vois dans notre commune, l'intercommunalité qui s'occupe de la ZAC ou la commune qui s'occupe de ses voiries réagit très bien. Où le bât blesse, c'est que dès qu'un propriétaire décide que son terrain va devenir un dépôt sauvage et ça, c'est très difficile à résoudre.

Intervention (Guillaume Xavier, DREAL PACA)

Non, ce que dit Alexandre, il y a deux choses. C'est celui qui ne le décide pas et qui a son bout de forêt qui est pris par les autres, c'est là où si on intervient auprès des propriétaires, il y a des dispositifs dans le Code de l'environnement qui permettent de rechercher la responsabilité du propriétaire. Mais là où on est vraiment le plus coincé, c'est le bout de terrain au fond du sentier vicinal où les propriétaires viennent une fois tous les 10 ans parce qu'ils attendent. La Mairie fait ce qu'elle peut, mais en tout cas le propriétaire lui, si on essaie de le poursuivre, il faudra démontrer sa négligence ou son implication.

En vous écoutant, j'ai une petite question très spécifique, mais est-ce que vous avez des cas de flagrant délit? Parce qu'on l'a dit tout à l'heure, il ne faut non plus exposer les personnes qui constatent un camion en train de déverser et prendre des risques. Donc quel conseil vous donnez? Et est-ce que si par les photos ou par je ne sais quoi on identifie la personne malveillante, vous intervenez ensuite? (x)

Réponse (Jean-Michel Roget, France Nature Environnement)

S'il y a un numéro d'immatriculation, ça nous est déjà arrivé, on communique ces informations au service concerné. Cependant, on n'en fera pas de publicité à ce niveau-là. Ensuite, il y a une partie de votre question que j'ai oubliée.

Aussi, vous pouvez noter que comme le maire de la commune... qu'une personne soit éventuellement violentée, agressée si sur site, elle constate que... vous faites des recommandations? (x)

Réponse (Jean-Michel Roget, France Nature Environnement)

Ce qu'on précise toujours, c'est précisé justement et vous devez attester lorsque vous prenez des photos que vous n'êtes pas sur une propriété privée. On vous demande de prendre la photo en dehors des propriétés privées. D'ailleurs, vous devez le préciser lorsque vous prenez votre photo. On le précise bien à la personne et à quoi elle s'expose éventuellement s'il y avait un recours contre elle à ce niveau-là. On précise qu'elle ne doit pas le faire. On demande systématiquement aux personnes de prendre leur photo en fonction des possibilités, mais ne jamais pénétrer sur une propriété privée.

Conclusion

Intervention (Arthur de Cazenove, région Sud)

Comme message clé, en tout cas pour la partie qui concerne vraiment la région, ce que je retiens, c'est que la loi a beaucoup changé. Si je prends le titre de ce séminaire, c'est « gestion des déchets d'entreprise ». Et il faut dire que depuis 2015, les choses ont beaucoup changé sur les entreprises, presque plus que pour les habitants. Nous étions habitués au tri, mais c'est vrai que les entreprises, vous l'avez vu, il y a une obligation de tri à la source qui est vraiment très importante. Cela se met en route très doucement, mais c'est, je pense, aussi ce qui limitera les dérives pour autant que des installations conformes qui soient sur le territoire et qui se développent. Je parlais avec une personne qui a assisté et qui est partie, qui me dit : « le problème, c'est la collecte ou les installations disponibles ».

Et c'est clair, le problème c'est de disposer de tous ces équipements, qu'ils puissent trouver du foncier – et je vais m'arrêter là dans mon message clé. C'est que nous pensons, quand nous développons sa commune, à trouver du foncier pour la station d'épuration, pour l'eau potable. Lorsque vous la développez, nous voulons plus d'habitants et une zone d'activités. Mais nous oublions trop souvent le volet déchet et que malheureusement, personne ne veut de gestion, que ce soit la déchèterie, même la déchèterie simple très bien organisée. Mais si nous n'avons pas le foncier, ça ne marchera jamais et on se retrouve avec margoulins ou autres gros mots qu'on a pu dire tout à l'heure qui vont s'installer parce qu'il y a une opportunité. Donc ça, c'est vraiment le message clé, c'est que si possible, accueillez. Quand vous décidez d'agrandir votre commune, de développer une activité économique ou une zone d'activités, c'est : pensez-y parce que sinon, le problème il est là, c'est que nous ne pourrons pas le gérer comme nous gerons l'eau potable. Merci.

Intervention (Alexandre Lion, DREAL PACA)

Un message, c'est la responsabilité du producteur, méfiance, vigilance sur les prestataires que vous utilisez. Nous pouvons être trompé par un prestataire, mais c'est peut-être important de s'attacher aux services d'un professionnel et nous essayons de nous attacher à ce qu'il n'y ait plus que des gens vertueux dans l'équipe. En tout cas, nous y travaillons.

Intervention (Vincent Sename, directeur de la stratégie environnementale à la Métropole d'Aix Marseille Provence)

J'avais trois mots clés. Je voulais commencer par la responsabilité. Au-delà de l'entreprise, l'ensemble des acteurs, si nous voulons régler ce type de question, cela doit se gérer à tous les niveaux, que ce soit du consommateur qui a aussi une responsabilité, vous parlez de marché public par exemple, comment nous nous assurons pour notre part que les déchets derrière partent au bon endroit et soient recyclés, soient réutilisés, soient éliminés, mais dans de bonnes conditions environnementales. Donc, il y a cette question de responsabilité à travers mon propos. Ce que j'ai essayé de dire, c'était aussi qu'il faut une bonne coordination des différents acteurs pour voir si les responsabilités sont partagées entre le préfet, le maire, mais aussi plein d'autres acteurs, les associations, le citoyen lui-même et comment nous coordonnons notre action pour qu'elle soit la plus efficace, les collectivités, le Conseil régional, le département, les métropoles. Donc la coordination et ensuite pour moi, il y a aussi une confiance à instaurer entre nous pour traiter le problème et ne pas se renvoyer la balle. Cela a été cité tout à l'heure où chacun se renvoie la balle. Donc, il faut créer cette confiance entre acteurs qui permettra, j'espère, de résoudre ce type de problématique.

Intervention (Jean-Michel Roget, Responsable Sentinelles de la nature, France Nature Environnement)

Et moi pour finir, je voudrais simplement revenir sur la facilité d'utilisation de Sentinelles de la nature, la facilité de signaler toute atteinte à l'environnement dont vous êtes témoin. Vous voyez quelque chose, vous sortez votre smartphone et en trois minutes, vous faites remonter l'atteinte à l'environnement dont vous êtes témoin de façon à pouvoir faire bouger les choses.